



Analyse environnementale des activités de toponymie autochtone au Canada

*Commission de toponymie du Canada et
Archipel Research and Consulting*

Juillet 2021

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION	3
MÉTHODOLOGIE	4
<i>Recrutement et participants</i>	5
<i>Limites</i>	7
ANALYSE DOCUMENTAIRE	8
<i>Section 1 : Aperçu méthodologique et historique</i>	8
Cadre théorique et méthodologique	8
Considérations éthiques pour mener des recherches avec les peuples autochtones	9
Aperçu historique des pratiques de dénomination toponymique coloniale	10
<i>Section 2 : Activités toponymiques autochtones réalisées à l'échelle nationale et internationale</i>	11
<i>Section 3 : Examen politique des traités modernes</i>	13
PRINCIPALES CONSTATATIONS	15
<i>Profils régionaux</i>	15
Colombie-Britannique	15
Alberta	20
Saskatchewan	23
Manitoba	26
Ontario	30
Québec	35
Atlantique (Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador)	40
Territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut)	44
<i>Analyse thématique et discussion</i>	50
Importance ontologique de la toponymie autochtone	50
Capacités et ressources des communautés autochtones	52
Rôles des personnes, organisations et gouvernements non autochtones	53
Connaissance des possibilités, des soutiens et des partenariats potentiels	55
Relation avec la CTC et d'autres institutions de toponymie	56
<i>Taxonomie des projets</i>	59
Projets menés par des communautés autochtones	59
Projets en partenariat avec des institutions et organisations culturelles	59
Projets en collaboration avec des établissements d'enseignement postsecondaire	60
Projets parrainés par des gouvernements non autochtones	61
PROCHAINES ÉTAPES	62
RÉFÉRENCES	65
ANNEXE A : GUIDE D'ENTRETIEN (PHASES 1 ET 2)	70
ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN (PHASE 3)	74
ANNEXE C : PROFILS RÉGIONAUX DÉTAILLÉS (N'INCLUE PAS LES ZONES DE TRAITÉS MODERNES)	75

PRÉSENTATION

La toponymie (étude des noms de lieux) autochtone revêt une grande importance pour les communautés autochtones de l'île de la Tortue¹ (Amérique du Nord). Les noms de lieux sont essentiels pour les cultures autochtones, car ils sont le reflet des récits de la création, de l'histoire et des enseignements; ils constituent des renseignements de navigation et témoignent des connaissances environnementales et écologiques des peuples autochtones. Ils peuvent traduire la relation entre la terre et ses habitants, ou évoquer des lieux de danger, de beauté ou de rassemblement. Les Autochtones de tout le pays travaillent actuellement au recensement, à la recherche, à la compilation et à la restauration de leurs toponymes traditionnels locaux.

Malheureusement, les répercussions de la colonisation historique et continue et des politiques d'assimilation telles que la *Loi sur les Indiens* et les pensionnats autochtones ont mené à l'effacement des toponymes autochtones dans de nombreuses régions du Canada et ont créé des obstacles à leur restauration. Des siècles de dépossession des terres, de réaménagement des cartes et de changements d'appellations ont entraîné la perte d'innombrables noms de lieux traditionnels qui sont intrinsèquement liés à l'environnement qui les entoure.

Le présent rapport a pour but d'identifier un échantillon des activités de toponymie autochtones qui sont en cours ou qui ont été achevées au Canada. Comme en témoignent les résultats, ces activités sont entreprises par des personnes, des collectivités, des organisations et des gouvernements autochtones, ainsi que par des organisations non autochtones travaillant en partenariat avec des communautés autochtones. Dans le cadre de ce projet de recherche, nous n'avons pas demandé aux participants de partager leur savoir autochtone concernant l'origine ou la signification des noms de lieux. Les détails ou les récits spécifiques liés aux noms de lieux autochtones sont souvent considérés comme constituant des connaissances sacrées que les communautés préservent avec soin et cérémonie, et le fait de demander un accès à ces informations violerait les protocoles de recherche associés aux communautés autochtones. L'objectif de ce projet était plutôt de déterminer l'état des activités toponymiques au sein des communautés autochtones du Canada ainsi que les mesures prises afin de rétablir les noms de lieux autochtones.

Pour entreprendre ce travail, la Commission de toponymie du Canada (CTC), par l'intermédiaire de Ressources naturelles Canada, a fait appel à Archipel Research and Consulting Inc. (Archipel). La CTC est le comité national chargé des normes et des politiques relatives aux toponymes canadiens. Agissant à titre d'organisme intergouvernemental national, elle est composée de représentants de chaque province et territoire et de plusieurs ministères, ainsi que de conseillers autochtones qui coordonnent leurs efforts. Archipel s'est efforcé de recueillir

¹ Le terme « île de la Tortue » est fréquemment utilisé pour décrire ce que l'on appelle communément l'Amérique du Nord; il provient des Lenapes, des Iroquois, des Anishinaabe et d'autres peuples autochtones des régions boisées. Au fil du temps, de nombreuses nations à travers le Canada en sont venues à utiliser le terme « île de la Tortue ». Il convient toutefois de souligner que ce n'est pas le cas de toutes les nations, notamment les Inuit.

et d'analyser les commentaires des Autochtones et des colons participant aux activités de dénomination des lieux, ainsi que des gardiens du savoir, des locuteurs de langues autochtones et des aînés ayant un point de vue sur les toponymes autochtones. Les résultats ont été regroupés sous forme de profils régionaux, de thèmes clés et de taxonomies de projets afin d'avoir une meilleure idée des communautés qui participent à ces activités de toponymie et de mieux comprendre leur connaissance de la CTC et leur intérêt à travailler elle.

MÉTHODOLOGIE

Le but de cette recherche était d'effectuer une analyse environnementale des activités de toponymie (dénomination des lieux) autochtone au Canada et de recenser les activités de dénomination des lieux en cours ou terminées, entreprises par les communautés, les organisations et les gouvernements autochtones, ainsi que par d'autres organisations qui travaillent en partenariat avec les peuples autochtones.

Ce travail s'est appuyé sur des méthodologies de recherche autochtones et a été guidé par cinq principes clés :

- l'engagement à utiliser des endonymes autochtones (noms utilisés par les communautés autochtones pour se désigner elles-mêmes);
- la reconnaissance du fait que les frontières géographiques autochtones peuvent correspondre ou non aux frontières provinciales et territoriales (par exemple, Sikniktuk et Kespek dans le cas des communautés mi'kmaq du Nouveau-Brunswick);
- une compréhension de l'organisation culturelle et politique des communautés autochtones dans chacune des régions désignées;
- une conscience et une sensibilité à l'égard de la diversité des nations autochtones, et le recours à des approches et à des protocoles adaptatifs et dynamiques pour interagir avec les gardiens du savoir et les aînés au sein des communautés;
- l'importance du consentement des nations autochtones quant au partage des connaissances.

Conformément à la littérature sur l'éthique en matière de recherche autochtone, ce projet de recherche s'est engagé à assurer le respect du principe de responsabilité. Afin de renforcer cette responsabilité, une approche participative a été appliquée, ce qui signifie que le projet a été entrepris sous forme de processus collaboratif attribuant aux participants un intérêt égal dans celui-ci.

Une attention particulière a été accordée aux différents protocoles liés à l'obtention d'une autorisation de recherche dans les différentes communautés. Par le passé, les peuples autochtones ont été exploités lors de différents projets de recherche, et ces pratiques se

poursuivent aujourd'hui. Il était donc essentiel de s'engager à obtenir le consentement préalable et éclairé de tous les participants, tout en reconnaissant le désir de chaque participant et de chaque communauté de protéger le savoir autochtone. Le présent projet de recherche a abordé la collecte des connaissances en tenant compte de ces dynamiques sociales et historiques complexes et de l'immense diversité des nations autochtones. Les recherches ont été menées de façon à pouvoir être adaptées ainsi que de manière réfléchie et évolutive, afin de tenir compte de ces différences.

Pour ce faire, des entretiens ont été réalisés avec des personnes participant aux activités de toponymie autochtone au Canada, et les chercheurs ont compilé une liste de sources secondaires. Le taux de réponse des personnes participant aux activités de toponymie autochtone s'est révélé faible; par conséquent des entretiens supplémentaires ont été menés auprès des locuteurs de langues autochtones, des gardiens du savoir et d'autres membres de la communauté ayant des connaissances sur les noms de lieux autochtones. Les entretiens se sont déroulés entre le 2 novembre 2020 et le 30 avril 2021, et ont duré entre 30 et 60 minutes. Ils ont été menés selon un format structuré et comportaient quelques questions ouvertes. Le guide d'entretien a été révisé de façon à pouvoir être utilisé avec des locuteurs de langues autochtones et des membres de la communauté ayant des connaissances sur les noms de lieux autochtones. La participation était volontaire et un consentement préalable et éclairé a été obtenu par écrit avant chaque entretien. Chaque entretien a été documenté au moyen d'un enregistrement audio, et des notes détaillées ont été consignées dans un document distinct.

Les questions posées lors des entretiens (annexes A et B) ont été réparties selon les catégories suivantes :

- Détails sur les communautés et les nations autochtones concernées;
- Détails sur les projets de toponymie;
- But de la participation aux initiatives de toponymie;
- Expériences avec la CTC et intérêt en vue d'une collaboration future.

Les conclusions de ce rapport se basent également sur un examen des recherches (publiques ou privées) existantes portant sur les activités de toponymie impliquant des partenaires autochtones. La compilation et l'analyse des données recueillies au moyen d'entrevues et de sources secondaires ont permis d'élaborer des profils d'activités toponymiques et de formuler des conclusions générales sur l'état des activités toponymiques au sein des communautés autochtones du Canada.

Recrutement et participants

Les participants potentiels ont été ciblés par le biais d'une recherche sur les activités toponymiques en cours et achevées dans les dix dernières années par les communautés, les organisations et les gouvernements autochtones, ainsi que par d'autres organisations qui

travaillent en partenariat avec les peuples autochtones à la réalisation d'activités de dénomination des lieux. Au total, 193 participants potentiels ont été identifiés au moyen de recherches en ligne, des réseaux personnels des chercheurs et de leur connaissance des activités toponymiques autochtones. Au cours des première et deuxième phases, 180 participants potentiels ont été cernés sur la base de leur participation à des projets de dénomination de lieux. La troisième phase a permis de recenser 13 autres personnes en raison de leur connaissance des noms de lieux autochtones en tant que locuteurs de langues autochtones ou gardiens du savoir. Après avoir communiqué avec les participants potentiels, nous avons réalisé des entretiens auprès de 31 personnes (17 Autochtones et 14 Allochtones). Parmi les participants à cette étude figuraient des aînés, des gardiens du savoir, des membres de communautés ainsi que des Autochtones et des allochtones qui participaient à des activités de toponymie autochtone.

Province ou territoire	Nombre d'entrevues
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouveau-Brunswick	1
Terre-Neuve et Labrador	0
Nouvelle-Écosse	1
<i>Total partiel – Atlantique</i>	4
Québec	6
Ontario	5
<i>Total partiel – Centre</i>	11
Manitoba	3
Saskatchewan	2
Alberta	2
<i>Total partiel – Prairies</i>	7
Colombie-Britannique	6
<i>Total partiel – Côte Ouest</i>	6
Territoires du Nord-Ouest	1
Nunavut	2
Yukon	0
<i>Total partiel – Territoires</i>	3
TOTAL	31

Limites

Les conclusions de cette étude se limitent aux documents publiquement accessibles en ligne, à la littérature universitaire et à l'analyse du contenu des entretiens enregistrés et des notes des chercheurs. Il est possible que plusieurs autres activités de toponymie soient menées auprès de partenaires autochtones et que celles-ci ne soient pas rendues publiques en ligne ou par le biais des médias. De nombreuses communautés ne disposent pas non plus de sites Web qui leur permettent de communiquer avec leurs membres. Soulignons également que certaines activités de toponymie autochtone peuvent être liées à d'autres initiatives communautaires qui ne sont pas rendues publiques, comme l'aménagement du territoire et le partage des connaissances traditionnelles, notamment les lieux de récolte. Une autre limite porte sur la difficulté de trouver des participants dans certaines régions, en particulier au Yukon et à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces deux administrations ne sont pas représentées dans la liste finale des participants aux entretiens, malgré tous les efforts mis en œuvre par Archipel pour recruter des participants.

ANALYSE DOCUMENTAIRE

Cette analyse documentaire vise à fournir un aperçu pratique et théorique des activités de toponymie autochtone réalisées à l'échelle mondiale. Elle démontre l'importance historique des noms de lieux, leur effacement par le colonialisme de peuplement, et la façon dont leur revitalisation peut jouer un rôle essentiel dans la préservation et la mise en valeur des langues et cultures autochtones.

La première section explore les méthodologies autochtones qui ont guidé cette recherche. Elle établit un paradigme de recherche qui respecte les épistémologies et les ontologies autochtones et garantit que la recherche est menée en respectant les façons de faire autochtones. Cette section comprend également une exploration nécessaire des considérations éthiques liées à la réalisation d'activités de recherche avec des communautés autochtones. Enfin, la première section présente un survol historique de l'importance des toponymes pour les cultures autochtones – en ce qui concerne les connaissances environnementales et écologiques, les renseignements de navigation, la relation à la terre, et la revitalisation de la langue – et un aperçu historique des pratiques coloniales consistant à renommer les lieux afin de démontrer la façon dont celles-ci s'inscrivaient dans un projet colonial plus vaste d'assimilation et d'effacement. Le présent projet s'appuie sur cette littérature.

La deuxième section de l'analyse documentaire comprend un examen des travaux universitaires et gouvernementaux liés de manière générale aux activités de toponymie réalisées par les communautés autochtones du Canada. Elle répertorie également des exemples d'initiatives menées à l'échelle internationale, notamment aux États-Unis et en Australie. Pour terminer, la troisième section de cette analyse documentaire comprend un examen des politiques relatives aux traités modernes et aux dispositions toponymiques, ainsi qu'une section qui cerne et examine l'ensemble des données de recherche publiques ou privées existantes sur les activités de toponymie liées aux peuples autochtones.

Section 1 : Aperçu méthodologique et historique

Cadre théorique et méthodologique

La recherche impliquant les peuples et les réalités autochtones doit être fondée sur des méthodologies et des approches autochtones qui respectent les modes de connaissance et d'existence autochtones. Un principe directeur de cette démarche se trouve dans le livre important de Margaret Kovach, intitulé *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations, and Contexts*, qui offre un paradigme de recherche axé sur les épistémologies et ontologies autochtones et garantit que la recherche est menée dans le respect des principes autochtones. Plus précisément, le travail de Kovach fournit un aperçu des facettes clés inhérentes aux méthodologies autochtones, y compris la théorie de la décolonisation, le récit en

tant que méthode, la capacité de se situer et de situer sa culture, ainsi que les méthodes, les protocoles, la création de sens et l'éthique autochtones. L'auteure remet en question les méthodologies anthropologiques traditionnelles utilisées pour mener des recherches avec les peuples autochtones en proposant un paradigme méthodologique différent. Ces travaux occupent une place centrale dans le cadre du présent projet de recherche.

Parmi les autres sources essentielles pour comprendre les façons de mener une recherche éthique aux côtés des peuples autochtones, mentionnons le livre *Research is Ceremony: Indigenous Research Methods*, et l'article « What is an Indigenous Research Methodology? », tous deux écrits par Shawn Wilson. Le travail de Wilson se base sur ses expériences en tant que chercheur de la Nation crie d'Opaskwayak du nord du Manitoba et aborde la question fondamentale entourant les travaux de recherche autochtones, à savoir en quoi consiste la méthodologie de recherche autochtone. L'auteur explique comment les chercheurs autochtones doivent aller au-delà des paradigmes de recherche universitaires occidentaux puisque ceux-ci ne reconnaissent pas pleinement les complexités des ontologies autochtones. Dans l'optique de la méthodologie occidentale, la connaissance est comprise comme étant un élément à acquérir et qui deviendra la propriété du chercheur. En revanche, la méthodologie autochtone est basée sur une relation avec l'ensemble de la création. En utilisant les thèmes de la relationnalité et de la responsabilité relationnelle, Wilson détermine comment les chercheurs autochtones établissent des relations avec leurs sujets de recherche et leurs idées, et que ce processus est indissociable des manières d'être autochtones. Ainsi, la recherche constitue une cérémonie, car elle implique une responsabilité à l'égard des relations réciproques sur lesquelles la recherche est fondée. Ce constat, combiné aux travaux de Kovach, a guidé le présent projet de recherche.

Considérations éthiques pour mener des recherches avec les peuples autochtones

Outre la compréhension des subtilités liées à la méthodologie et à la recherche autochtones, il est également important de tenir compte de leur application pratique et la manière dont elles se manifestent dans l'éthique de la recherche. Il est donc important de déterminer quels sont les protocoles de mobilisation, les approches culturelles et les exigences qui ont une pertinence pour les nations autochtones dans les différentes régions et en fonction des nations qui seront consultées dans le cadre d'un projet. Marie Battiste, membre de la Première Nation de Potlotek, explique que le respect des connaissances et des enseignements des aînés est essentiel pour mener des recherches éthiques avec les peuples autochtones.

L'énoncé de politique des trois conseils du Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche du gouvernement du Canada sur la recherche concernant les Premières Nations, les Inuit et les Métis présente un intérêt particulier pour ce projet. Ce chapitre a pour but de fournir des conseils aux chercheurs allochtones afin qu'ils ne profitent pas des peuples et des communautés autochtones avec lesquels ils effectuent des recherches. Il met l'accent sur la rigueur et la minutie nécessaires pour protéger la propriété intellectuelle recueillie au cours de la recherche.

Puisque cette recherche était menée pour le compte d'un organisme gouvernemental, elle a tenu compte des protocoles établis par l'EPTC. Il est toutefois important de reconnaître que ce document n'a pas été créé dans l'intention d'outrepasser les protocoles de recherche préexistants des nations autochtones. Si le travail de l'EPTC est utile, il ne vise qu'à améliorer ou à achever le travail déjà effectué par les communautés autochtones.

Aperçu historique des pratiques de dénomination toponymique coloniale

Les noms de lieux peuvent revêtir une grande importance – historique et contemporaine – pour les communautés autochtones. Ils ont une grande importance dans les cultures autochtones, car ils sont le reflet des récits de la création, de l'histoire et des enseignements; ils transmettent des renseignements de navigation et témoignent des connaissances environnementales et écologiques des peuples autochtones. Ils peuvent traduire la relation entre la terre et ses habitants, ou évoquer des lieux de danger, de beauté ou de rassemblement. Les noms de lieux autochtones communiquent également les connaissances traditionnelles et la continuité culturelle liées à la terre. Selon l'historienne Susan Buggé, ils peuvent constituer « des éléments clés des récits transmis d'une génération à l'autre pour permettre aux membres d'un groupe habitant depuis longtemps une région de poursuivre leurs activités culturelles ». Dans leur article intitulé « Learning as You Journey: Anishinaabe Perception of Social-ecological Environments and Adaptive Learning », Iain Davidson-Hunt et Fikret Berkes expliquent que « les noms de lieux fournissent une image mentale de l'aspect d'un lieu particulier dans le paysage, de sa relation avec d'autres lieux, de ce qui s'est passé à cet endroit et de ce que l'on pourrait y trouver... [ils] ne servaient pas uniquement à désigner des lieux, mais évoquaient également la façon dont ces lieux étaient liés par différents chemins d'accès » [traduction]. Les noms de lieux sont, en somme, des expressions importantes de la souveraineté culturelle et territoriale. Aujourd'hui, la revitalisation des noms de lieux autochtones peut également jouer un rôle important dans la protection et la promotion des langues autochtones ainsi que pour la continuité de la culture.

Pourtant, lorsque les explorateurs européens sont arrivés en Amérique du Nord, ils ont largement adopté la pratique consistant à renommer les lieux géographiques en se basant sur des noms de lieux ou de personnages notables de leur pays d'origine, dont la plupart étaient européens. Amanda Murphy et Kelly Black ont exploré cette question dans leur article intitulé « Unsettling Settler Belonging: (Re) naming and Territory Making in the Pacific Northwest ». Les auteures expliquent que les noms de lieux représentent non seulement un rappel quotidien de la présence coloniale, mais qu'ils peuvent également révéler les strates de possession et de dépossession coloniales d'une région. En s'appuyant spécifiquement sur les exemples des détroits de Juan de Fuca et de Georgia, le long du territoire salish du littoral, les auteures démontrent le potentiel de transformation des initiatives autochtones de changement de nom des lieux. Dans l'ensemble, le travail de Murphy et de Black est pertinent pour cette recherche, car il fournit un exemple de la façon dont les processus de changement des noms

de lieux par les colons ont effacé les savoirs autochtones, et des efforts qui doivent être réalisés pour remettre en question les toponymes à travers le Canada.

En outre, les pratiques coloniales consistant à renommer les lieux doivent être comprises comme étant une extension du principe de la « terra nullius », qui a entraîné l'effacement des savoirs, des langues et des cultures autochtones. Les pratiques du colonialisme de peuplement consistant à renommer les lieux confèrent également une légitimité aux revendications coloniales sur les terres et les ressources. Les toponymes des colons contribuent à donner l'impression que les peuples non autochtones occupent ces territoires de façon légitime et, par conséquent, qu'ils ont un droit légitime d'utiliser les terres et les ressources qui s'y trouvent. En bref, il est plus facile de justifier la présence des colons et l'utilisation des ressources sur les terres autochtones traditionnelles lorsque la présence de longue date des peuples autochtones a été effacée.

Reconnaissant l'importance des toponymes, de nombreuses communautés autochtones se sont organisées pour tenter de récupérer ou de rétablir les toponymes traditionnels à travers le Canada. Ces efforts ont pris plusieurs formes, notamment des négociations dans le cadre de traités modernes (p. ex., l'Accord définitif Nisga'a) ou de plans d'utilisation des terres (p. ex., l'entente d'établissement de la réserve de parc national Thaidene Nëné), se sont heurtés à une opposition souvent ancrée dans un sentimentalisme à l'égard du nom colonial attribué à un lieu géographique, ou ont été retardés par des processus bureaucratiques.

Section 2 : Activités toponymiques autochtones réalisées à l'échelle nationale et internationale

Cette section passe en revue les travaux universitaires et gouvernementaux qui ont été réalisés à ce jour sur les activités toponymiques dans divers pays tels que le Canada, les États-Unis et l'Australie, ainsi que par l'intermédiaire d'organisations comme les Nations Unies (ONU). Les résultats recueillis se sont révélés utiles à ce projet de recherche, car ils permettent d'illustrer les approches, la portée et les processus des projets de dénomination de lieux à travers le monde.

L'élément le plus important de cette section porte sur le travail effectué par les universitaires et les organisations gouvernementales au Canada. En plus des travaux universitaires mentionnés précédemment et réalisés par MacDougall, Black, Murphy, Ruck et Gray, cette analyse s'est largement appuyée sur une carte interactive reconnaissant les noms de lieux autochtones, produite par Ressources naturelles Canada et publiée en juin 2019. Produite à la suite de la proclamation par l'ONU de 2019 en tant qu'Année des langues autochtones, cette carte présente plus de 780 lieux géographiques dont les noms officiels proviennent de plus de 65 langues autochtones. Elle s'est révélée utile dans le cadre de cette recherche, car elle offre un aperçu clair et concis des noms de lieux traditionnels autochtones à travers le Canada.

Il est également important de noter que la carte a été produite en partenariat avec Ressources naturelles Canada et les membres fédéraux, provinciaux et territoriaux de la CTC, ce qui démontre l'engagement de la CTC à cet égard.

Des travaux similaires ont également été réalisés sur les activités toponymiques aux États-Unis. En particulier, l'article de Thomas F. Thornton intitulé « Anthropological Studies of Native American Place Naming » explore diverses études anthropologiques de noms de lieux autochtones aux États-Unis. L'ouvrage de Thornton retrace l'évolution des études toponymiques, particulièrement en ce qui concerne les noms de lieux autochtones, depuis leurs débuts – incluant les travaux de Franz Boas – jusqu'à plus récemment. Thornton, à l'instar de plusieurs autres chercheurs inclus dans cette revue, explique que les noms de lieux doivent être considérés comme des artefacts culturels importants, porteurs de connaissances autochtones sur les récits, les langues, les terres et les cultures. Il conclut en expliquant que les connaissances autochtones en matière de toponymie ont tendance à être très localisées et, à ce titre, méritent qu'on leur accorde une attention particulière en vue de les préserver.

Il est également important de s'inspirer du travail effectué en Australie pour comprendre les activités toponymiques au Canada. L'Australie et le Canada, deux États-nations colonisés par les Britanniques, partagent de nombreuses similitudes en ce qui a trait à leur colonisation et aux mauvais traitements infligés aux peuples autochtones. L'ouvrage *Indigenous and Minority Placenames: Australian and International Perspectives*, rédigé par Ian D. Clark, Luise Hercus et Laura Kostanski, constitue un élément clé de l'étude de la toponymie autochtone en Australie. Publié en 2007, ce livre est une compilation des articles présentés lors de la Conférence Trends in Toponymy sur les tendances dans le domaine de la toponymie et, à ce titre, il offre un riche aperçu d'activités toponymiques variées, tant en Australie qu'à l'étranger. Parmi les aspects d'intérêt, citons une étude de la terre et de la spiritualité dans la dénomination des lieux, et la manière dont les noms de lieux façonnent les langues autochtones et les visions du monde à l'échelle locale.

Le travail de Jim Wafer fournit quant à lui une analyse approfondie de la manière dont l'étude des noms de lieux autochtones peut révéler une quantité importante d'informations sur la distribution des langues autochtones à travers l'Australie. Wafer s'est penché spécifiquement sur l'exemple de la région de Upper Hunter en Nouvelle-Galles-du-Sud, pour explorer la façon dont l'étude des noms de lieux autochtones raconte l'histoire de la guerre et des relations entre les peuples autochtones. Le livre *Aboriginal Placenames: Naming and re-naming the Australian landscape*, de Harold Koch et Luise Hercus, est également important pour l'étude des activités toponymiques en Australie. Il s'appuie sur des travaux antérieurs concernant la déconnexion entre les pratiques de dénomination des Autochtones et des colons, donne un aperçu des activités de changement d'appellations et explore le rôle de la mémoire dans la dénomination des lieux autochtones en Australie.

Enfin, l'ONU participe également aux activités de toponymie autochtone depuis plusieurs années. L'ouvrage « Toponymy Training Manual », publié par le Groupe d'experts des Nations

unies pour les noms géographiques (division du Département des affaires économiques et sociales), constitue une ressource inestimable pour comprendre le travail effectué dans le cadre des projets de changement de noms géographiques à l'échelle mondiale. Cet ouvrage met l'accent sur la signification des noms de lieux et explique les changements qu'ils représentent au sein des structures de pouvoir. Les auteurs soulignent le fait que les noms de lieux peuvent également révéler l'histoire des changements politiques et des migrations, et présentent un aperçu de l'onomastique, notamment de sa terminologie et de son étymologie, ainsi que de l'étude de la linguistique. L'ouvrage comprend également une bibliographie répertoriant les sources toponymiques qui se sont révélées utiles dans le cadre de l'étude. Ce document n'est pas seulement précieux en raison de la grande quantité d'informations présentées sur l'histoire des activités toponymiques dans le monde, mais aussi pour ses explications simples des termes pertinents et de l'étymologie du mouvement.

Section 3 : Examen politique des traités modernes

Un aspect important des activités toponymiques autochtones au Canada est l'exploration des dispositions toponymiques qui se trouvent dans les traités modernes. Par définition, les traités modernes sont ceux qui ont été signés après 1973, lorsque la Cour suprême du Canada a rendu sa décision dans l'affaire *Calder et al. c. Procureur général de la Colombie-Britannique*. Cette décision est importante, car c'est la décision de la Cour suprême qui a reconnu pour la première fois les droits des Autochtones. Le premier traité moderne signé après cette date a été la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* en 1975. Depuis lors, 25 autres traités modernes ont été signés entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones, ce qui inclut également les ententes globales de revendications territoriales. La majorité de ces traités modernes régissent des régions au nord du Canada – plus particulièrement l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut de 1993 – mais on en trouve également un certain nombre en Colombie-Britannique. Dans les Territoires du Nord-Ouest, les groupes autochtones suivants ont signé des ententes de revendications territoriales : les Inuvialuit en 1984, les Gwich'in en 1992, les Dénés et Métis du Sahtu en 1993, et les Tłı̨chǫ en 2003. Tous ces accords, à l'exception de celui des Inuvialuit, comportent des dispositions visant à reconnaître les noms de lieux autochtones. Les communautés travaillent avec le Programme des noms géographiques du Programme des lieux culturels du ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue de reconnaître officiellement les nouveaux noms et de changer le nom de différents éléments et communautés. Au Yukon, 11 des 14 Premières Nations ont signé des ententes de revendications territoriales, qui comportent également des dispositions visant à reconnaître les toponymes autochtones et leur confèrent la capacité de renommer les terres visées par un règlement. Ces Premières Nations ont également la possibilité de collaborer avec la Commission de toponymie du Yukon pour reconnaître les toponymes de terres non visées par un règlement.

Ces traités modernes comportent plusieurs dispositions traitant des activités toponymiques. Gilles Champoux, de l'Association canadienne des sciences géomatiques, explique que ces

traités modernes et ces ententes de revendication territoriale « accordent des droits et établissent des ententes sur l'autonomie gouvernementale. Ils comprennent une section traitant des noms de lieux tels que ceux des rivières, des lacs, des montagnes, des points de repère ou d'autres caractéristiques ou emplacements géographiques à l'intérieur de leurs propres terres, et permettent aux gouvernements [autochtone] d'établir leurs propres procédures et politiques pour la dénomination des lieux et de détenir l'autorité finale, notamment en ce qui a trait à l'orthographe, à la phonétique et au diacritique des noms de lieux » [*traduction*]. On en trouve des exemples précis dans l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (1993), l'Accord Tlicho (2003) et l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (2004). Un rapport soumis lors de la 11^e Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (2017) explique qu'une partie importante du processus d'approbation des nouveaux noms toponymes porte sur la nécessité de la consultation, qui est prévue par les traités et les ententes de revendication territoriale.

Un exemple de la façon dont les traités modernes ont donné lieu à des changements d'appellations toponymiques se trouve au Yukon, où la Commission toponymique du Yukon a été créée à la suite de l'Accord-cadre définitif et des accords définitifs conclus avec les Premières Nations. Son mandat étant de « rechercher et d'approuver les noms géographiques au Yukon », cette entité est chargée de « contribuer à l'expertise linguistique sur les noms de lieux et l'utilisation communautaire, et de se tenir au fait des questions relatives à la toponymie au Yukon ». Comme de nombreux noms de lieux du Yukon ont été établis par les colons pendant la période de la ruée vers l'or, ils ne reflètent pas fidèlement les peuples autochtones qui y vivent. La Commission toponymique du Yukon s'efforce de rétablir la présence autochtone dans les noms de lieux sur l'ensemble du territoire et devrait être considérée comme un exemple important de la manière dont les activités toponymiques peuvent être menées par des institutions gouvernementales.

Bien que cette recherche s'intéresse principalement aux activités toponymiques qui ont lieu dans le Sud, le travail toponymique entrepris par le biais des processus de traités modernes peut être considéré comme un cadre pouvant être utilisé pour mener à bien d'autres initiatives de dénomination de lieux autochtones au Canada.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Profils régionaux

Chaque nation autochtone est unique. Au sein d'une même nation, voire d'une même communauté, la culture, le mode de vie et l'utilisation d'une langue donnée peuvent varier de façon considérable. Les *profils régionaux* présentés ci-dessous donnent un aperçu des nations autochtones de chaque province ou région. Pour obtenir une liste détaillée des nations, des conseils tribaux et des communautés inuit et des Premières Nations par province, voir l'annexe C. Les *profils régionaux* mettent également en évidence les thèmes uniques des initiatives de dénomination des lieux qui ont été présentés par les participants, ainsi que certaines études de cas.

Colombie-Britannique



Mount Tzoulahem (Colombie-Britannique)

Profil : La Colombie-Britannique (C.-B.) est située sur les territoires traditionnels de plusieurs nations différentes, qui peuvent être regroupées en huit familles linguistiques. Les nations Dalkelh, Dena-thah, Dunne-za, Kaska Dena, Sekani, Tagish, Tahltan, Tsilhqot'in, Tutchone, Nat'ooten et Wet'suwet'en parlent des langues athapascanes (athabaskan) et sont situées principalement dans le nord de la Colombie-Britannique. Parmi les nations qui parlent les langues tsimshianiques, on retrouve les Gitksan, les Nisga'a et les Tsimshian, situées dans les régions du nord et du centre de la province. Les nations de la famille linguistique salishane sont quant à elles présentes à l'intérieur et au sud de la partie continentale de la province, ainsi que sur l'île de Vancouver. Il s'agit des Premières Nations Comox, Halkomelem, Se'shalt (Sechelt), Skwxwú7mesh (Squamish), Straits Salish, Nlaka'pamux, Nsilxcín (Okanagan), Secwepemc, St'at'imc (Lillooet) et Nuxalk. Les locuteurs de la langue wakashane se trouvent également dans certaines parties de l'île de Vancouver, ainsi que dans les îles Gulf et la Sunshine Coast, et comprennent les nations Haisla, Owik'ala (Heiltsuk), Kwakwaka'wakw, Nuu-chah-nulth. Les langues de trois autres nations – les Haïdas, les Kootenais et les Tlingits – sont considérées comme étant des isolats linguistiques, c'est-à-dire des langues qui n'ont aucun lien avec les autres. Enfin, près de la frontière nord de l'Alberta, on trouve des nations algonquiennes (Cris). La province compte également des locuteurs du jargon Chinook – une langue grammaticalement simplifiée et provenant de plusieurs langues, utilisée comme moyen de

communication entre deux ou plusieurs groupes qui n'ont pas de langue en commun – ainsi que le Michif, la langue du peuple métis.

Ensemble, ces nations constituent 198 Premières Nations distinctes en Colombie-Britannique, auxquelles s'ajoutent les Métis, les Inuit et d'autres peuples autochtones hors réserve qui ne vivent pas en communauté. En Colombie-Britannique, les peuples autochtones représentent 5,9 % de la population; environ 17 % de la population autochtone du Canada vit dans cette province. En outre, on estime qu'environ 75 à 80 % des Autochtones de la province vivent en dehors des réserves.

Les traités de la Colombie-Britannique sont différents de ceux des autres provinces, car la province n'a pas reconnu les titres autochtones lorsqu'elle a rejoint le Canada. Ainsi, il n'existe que deux traités historiques, soit les traités Douglas (1850-1854) de l'île de Vancouver, et le Traité n° 8 (1899) dans le nord de la Colombie-Britannique, qui a été le dernier traité signé entre la Couronne et les Premières Nations de la Colombie-Britannique jusqu'à l'Accord définitif Nisga'a, conclu en 2000. L'Accord définitif Nisga'a est considéré comme étant un traité moderne; la province en compte huit au total.

La plupart des communautés des Premières Nations sont représentées par un chef et un conseil, composé d'un chef élu et de conseillers. De nombreuses communautés, bien que ce ne soit pas le cas pour la totalité d'entre elles, sont affiliées à des conseils tribaux, comme le conseil tribal de la nation Nlaka'pamux, l'Okanagan Nation Alliance et le conseil tribal Chilcotin, pour n'en citer que quelques-uns. L'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique (APNCB) est une organisation politique territoriale (OPT) qui représente certaines des Premières Nations de la Colombie-Britannique, ainsi que l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, une organisation politique des Premières Nations axée principalement sur la reconnaissance des droits et des titres autochtones. Les Métis qui sont inscrits dans l'une des 38 communautés à charte métisse de la Colombie-Britannique sont représentés par la Métis Nation British Columbia (MNBC).

Thèmes spécifiques à la région: Les participants interrogés dans cette région faisaient partie des nations Salish du littoral, Sinxt, Stó:lō, Gitga'at et Quw'utsun'; un visiteur de la nation Cherokee a également participé aux entretiens. Les participants ont cerné de nombreux thèmes spécifiques à la région. Tout d'abord, ils ont souligné que la province avait été colonisée plus tard dans l'histoire coloniale du Canada, par rapport aux provinces de l'Est. Ainsi, le contact entre les Premières Nations et les non-Autochtones s'est produit assez tard en Colombie-Britannique, certains des premiers contacts consignés ayant eu lieu à la fin des années 1700. Par conséquent, la connaissance et la mémoire des noms de lieux autochtones sont un peu plus accessibles et faciles à obtenir en Colombie-Britannique, comparativement aux autres provinces. Un participant a raconté qu'il a appris la langue et les noms de lieux grâce à ses arrière-grands-parents, avec qui il a vécu pendant son enfance :

« Mes arrière-grands-parents m'ont enseigné [la langue] et ont partagé avec moi leurs connaissances des noms de lieux comme la montagne [nom], qui symbolise les grenouilles se prélassant au soleil ».

Il s'agit certainement d'un avantage pour les Premières Nations de la Colombie-Britannique, mais les participants ont cité plusieurs autres obstacles auxquels ils étaient confrontés à l'échelle régionale. L'une des difficultés réside dans le fait que la province compte de nombreuses nations différentes, qui parlent parfois des langues très différentes. Il peut donc être plus difficile pour les nations de collaborer entre elles et de partager des informations, des ressources et des connaissances, et de travailler avec d'éventuels partenaires et gouvernements. En outre, puisque les définitions autochtones du territoire sont généralement plus fluides que les interprétations coloniales, les points de repère et les sites peuvent avoir été occupés ou visités par de nombreuses nations. Cela constitue un autre défi lorsqu'il s'agit d'officialiser les noms de lieux.

Les participants estimaient généralement que le fait de travailler avec les gouvernements pour officialiser les noms de lieux était un processus ardu, coûteux et très long. Ils ont noté que les projets étaient longs et que la communication devrait être plus claire et cohérente. Ce processus constitue un tel défi que certaines communautés ont choisi de s'affirmer en renommant les lieux sur les affiches de signalisation sans l'approbation des autorités locales, plutôt que de tenter de travailler avec les gouvernements municipaux, provinciaux, territoriaux et fédéraux. Un participant nous a confié :

« Les processus de dénomination des lieux par la Colombie-Britannique peuvent prendre des décennies. Chez les [communauté], plutôt que de passer par ce processus, la communauté s'est affirmée et a fait valoir ses noms de lieux [...] sans l'approbation ou l'autorisation des gouvernements locaux et régionaux. Il faudrait toutefois que la province et le gouvernement du Canada raccourcissent ce processus. »

Les participants ont toutefois précisé qu'il serait utile de recevoir plus de financement et de ressources de la part de ces gouvernements afin de renforcer la capacité au sein de la communauté pour entreprendre des projets.

Projets toponymiques sélectionnés en Colombie-Britannique

- *Réintégration du toponyme PKOLS* : Les Premières Nations Salish du littoral, à Victoria, ont pris des mesures directes pour rétablir le nom initial de la montagne appelée Mount Doug et ont installé une affiche arborant le nom traditionnel de celle-ci, soit PKOLS. Cette affiche a été rapidement retirée par les autorités. Peu de temps après, les Premières Nations locales ont présenté une demande officielle à la province, ce qui a conduit à une reconnaissance officielle et à une célébration de ce nom de lieu en 2013. (Rose-Redwood, 2016)

- *Cstélen ne Secwepemculecw* : Ce projet a recensé plus de 250 noms de lieux à Cstélen, y compris des sites importants du village; il fournit une description de chaque lieu en secwepemctsin ainsi qu'une explication des usages traditionnels
http://www.chiefatahm.com/WebPages/cstelen_placenames.html.
- *Atlas historique des Stó:lō 9Salish du littoral* : Le travail réalisé pour créer l'atlas des noms de lieux des Stó:lō a été reproduit en 2012 sous forme de carte numérique sur un site web afin de pouvoir être mis à jour de façon continue. Ce site qui répertorie les noms de lieux et les sites culturels est à la disposition de tous les Stó:lō. Il est également utilisé dans le cadre de dialogues avec les autres gouvernements et les promoteurs du développement. L'atlas publié sous forme de livre comprend 86 cartes en couleurs, des noms de lieux et des photographies d'archives. (Carlson et McHalsie, 2001).
- *Application mobile ímesh* : Le terme *ímesh* signifie « marcher » en Skwxwú7mesh snichim. Cette application mobile permet aux utilisateurs de faire le tour du campus de l'Université Simon Fraser, tout en découvrant des noms de lieux traditionnels et des récits sur les différents points d'intérêt et les panoramas.
<http://www.sfu.ca/brc/imeshMobileApp.html>.
- *ʔəms gǰε (Notre terre)* : La ville de Powell River a travaillé avec les membres de la nation Tla'amin pour documenter plus de 450 noms de lieux dont se souviennent les résidents de la nation Tla'amin. Une carte publiée sur leur site web indique les noms de lieux en sliammon et en anglais, et explique leur signification.
<https://powellriver.ca/pages/photo-history-of-powell-river>
- Carte des noms de lieux de la Première Nation Musqueam : La Première Nation Musqueam a mis au point une carte interactive multimédia à l'aide de documents d'archives afin de documenter les noms de lieux en langue hənǰəmiñəh̓ pour l'ensemble du territoire. On y retrouve également des documents audio en langue hənǰəmiñəh̓ et des photographies.
<http://old.musqueam.bc.ca/applications/map/index.html>
- *Cartographie d'utilisation et d'occupation des lieux de la nation Sylix* : Voir l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas : Cartographie de l'utilisation et de l'occupation des lieux – Projet de dénomination de lieux Sylix

Le territoire traditionnel des Sylix est situé dans la partie sud de la Colombie-Britannique. L'Okanagan Nation Alliance a entrepris un projet visant à cartographier l'utilisation et l'occupation des lieux au moyen d'un processus combinant des entretiens, des

questionnaires et une cartographie. Les données ainsi obtenues ont été utilisées pour fournir des preuves de l'utilisation et de l'occupation des territoires traditionnels des Syilx, et pour documenter et préserver les connaissances associées aux noms de lieux.

« Quand elle parle de la terre et décrit les noms de lieux sur notre territoire, la langue syilx est une carte verbale. Cette carte verbale est si descriptive que l'on sait exactement où se trouve l'endroit dont ils parlent. Avec ce type de mots, en utilisant les descriptions de notre territoire, vous ne pouvez pas vous tromper de destination – il n'y a pas de malentendus quant à l'endroit où vous vous trouvez ou ce dont il s'agit. Donc, pour moi, la langue syilx est un type de langue qui est vraiment descriptive, tandis que l'anglais ne l'est pas ». Richard Armstrong (projet Syilx Place Names, 2017).

La récupération des toponymes syilx dans le cadre du projet de cartographie d'utilisation et d'occupation des lieux soutient en définitive les titres, les droits et les intérêts des Syilx, et est devenue une stratégie clé pour décoloniser l'espace et le lieu. Il est important de noter que les noms de lieux fournissent également des enseignements dans la langue *nsyilxcən* et valident la relation des Syilx avec leur terre.

<https://www.syilx.org/projects/place-names/>



Image.1 : zone approximative du territoire traditionnel des Syilx © Archipel Research and Consulting

Alberta



Kananaskis (Alberta)

Profil : L'Alberta compte 48 Premières Nations situées dans trois régions visées par un traité : les Traités n° 6, 7 et 8, le Traité n° 4 couvrant une petite partie du sud-est de l'Alberta et le Traité n° 10 couvrant une petite partie du centre-est de l'Alberta. L'Alberta est la seule province du Canada où les Métis ont des droits sur des territoires précis, les établissements métis. Huit établissements métis sont reconnus dans le nord de l'Alberta : Buffalo Lake, East Prairie, Elizabeth, Fishing Lake, Gift Lake, Kikino, Paddle Prairie et Peavine.

Les 48 communautés des Premières Nations de la province font partie de nations distinctes et diversifiées quant à leur taille, leur culture, leur caractère et leur langue. On retrouve au nord les nations Denésoliné (Chipewyan), Danezaa (castor), Dene Tha' (Slavey) et Nakoda (Stoney), tandis que les nations Paskwāiyiniwak et Sakāwithiniwak (respectivement Cris des plaines et Cris des bois) sont situées dans le centre de l'Alberta. Les Tsuut'ina (Dénés), les Nakoda (Stoney) et la confédération des Pieds-Noirs (Niitsitapi) sont situés dans le sud.

Les communautés des Premières Nations sont représentées par des conseils tribaux, notamment le Conseil tribal d'Athabasca, le Conseil tribal de North Peace, le Lesser Slave Lake Indian Regional Council, la confédération des nations du Traité n° 6, le Conseil tribal Kee Tas Kee Now, le Conseil tribal des Cris de l'Ouest, Tribal Chiefs Ventures Inc, Yellowhead Tribal Development, les Premières Nations du Traité n° 8 de l'Alberta et les Cris Maskwacis (administration des quatre nations). Les huit établissements métis sont régis par le Métis Settlements General Council (MSGC) et les six zones régionales métisses sont sous la gouvernance de la Métis Nation of Alberta (MNA).

Les Autochtones représentent 6 % de la population totale de la province. Par ailleurs, 16 % de la population autochtone du Canada vit en Alberta, ce qui en fait la province comptant la troisième plus grande population autochtone du pays. De plus, l'Alberta abrite la plus importante population de Métis des provinces de l'Ouest, soit 19,5 % de la population totale de Métis.

Thèmes spécifiques à la région : L'Alberta présente de nombreuses similitudes avec les autres provinces des Prairies. Parmi les participants de cette région figuraient des Autochtones travaillant à titre individuel sur des projets de dénomination de lieux et des non-Autochtones spécialisés en toponymie qui travaillaient avec des communautés autochtones. En Alberta, les participants ont clairement exprimé l'importance ontologique des noms de lieux autochtones pour leurs communautés. Les personnes interrogées ont expliqué que la restauration des noms

de lieux autochtones était essentielle pour la revitalisation de la langue, les droits fonciers et la sensibilisation des allochtones quant à l'origine des terres qu'ils occupent. En outre, les participants ont expliqué que la restauration des noms de lieux autochtones représentait un moyen tangible de faire avancer les efforts de réconciliation.

« Les noms de lieux sont primordiaux pour ce travail de réconciliation. Il s'agit d'établir des relations et de restaurer la confiance et l'intégrité du paysage et des personnes qui étaient là avant les colons ».

Les participants de cette région ont également tous exprimé le souhait d'une plus grande communication entre la CTC et les peuples ou communautés autochtones qui travaillent à la réalisation de projets toponymiques. Plus précisément, ceux qui avaient moins d'expérience de travail avec les autorités de dénomination des lieux ont exprimé le désir de voir la CTC communiquer avec les communautés pour les informer que l'officialisation des noms de lieux autochtones était une option mise à leur disposition.

« Faites-vous connaître auprès des dirigeants, de nos chefs et de nos conseils, de notre Assemblée des Premières Nations, de notre nation métisse. Contactez les membres de la communauté et consultez les sites web de la communauté ou notre page Facebook. Je suis une personne assez informée de certaines choses, et je n'avais aucune idée de l'existence de [la CTC] ».

D'autres participants, y compris des alliés non autochtones embauchés par des communautés ou des organisations autochtones, ont abondé dans ce sens. Une personne interrogée qui avait une grande expérience de collaboration avec les autorités provinciales en matière de toponymie, a exprimé le désir de voir la CTC s'engager à fournir un financement soutenu et à long terme aux communautés autochtones qui souhaitent entreprendre des projets toponymiques : *« Évidemment, le financement constitue toujours un facteur dans le cadre de ces initiatives. Cela demande beaucoup de temps et d'énergie »*. Le manque de financement durable à long terme limite la recherche qui peut être menée et touche tous les aspects de la mise en œuvre du projet. Les participants de l'Alberta souhaitaient voir un engagement financier plus important de la CTC envers les communautés autochtones.

Projets toponymiques sélectionnés en Alberta

- *Noms de lieux et histoires orales des changements survenus dans le sous-bassin de la rivière de la Paix (Premières Nations du Traité n° 8 en Alberta) : Ce projet mené dans le cadre de l'initiative Tracking Change de l'Université de l'Alberta se concentre sur une région connue sous le nom de Beh Shih Ne en déné et vise à mener des « entretiens sur le terrain et des travaux sur les noms de lieux » ainsi qu'à documenter « les lieux ayant une importance sociale et écologique ».* <https://trackingchange.ca/projects/>

- *Rapport sur les connaissances et l'utilisation des terres de la Première Nation crie Mikisew présenté dans le cadre du projet Teck Frontier (Première nation crie Misikew) :* Ce document est un exemple d'utilisation des noms de lieux dans le cadre d'une étude sur les connaissances et l'utilisation des lieux des Autochtones. Pages 13-16 du document, accessible à partir de ce lien : <https://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p65505/114483E.pdf>.
- *Carte des lieux des Pieds-Noirs :* L'organisation autochtone à but non lucratif Indigenous Vision travaille à la création d'une application visant à cartographier les sites historiques et les noms de lieux des Pieds-Noirs des deux côtés de la frontière en se basant sur une carte toponymique et patrimoniale qu'elle a créée <https://www.indigenousvision.org/maps/>.
- *Demande de dénomination de lieux des Stoney Nakoda :* Les nations Stoney Nakoda ont demandé à la province de l'Alberta de reconnaître certains noms de lieux, notamment Ijathibe Wapta (rivière Bow) Chuwapchipchiyan Kude Bi (Canmore) et Wichispa Oyade (Calgary) <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/alberta-calgary-first-nations-stoney-nakoda-canmore-place-names-1.4399941>.

Saskatchewan



Territoire du Traité 4 (Saskatchewan)

Profil : La Saskatchewan est située sur les territoires traditionnels de cinq nations différentes : les Nêhiyawak (Cris des Plaines), les Nahkawiniwak (Saulteaux), les Nakotas (Assiniboines), les Dakotas et Lakotas (Sioux), et les Denesuline (Dénés/Chipewyan). La Couronne et les Premières Nations ont signé les traités numéros 2, 4, 5, 6, 8 et 10 entre 1871 et 1906, dans une région qui s'appelle maintenant la Saskatchewan.



Image.2 Carte des Traités Numérotés

Aujourd'hui, la Saskatchewan compte 70 Premières Nations, dont 63 qui sont affiliées à l'un des neuf conseils tribaux de Saskatchewan. La Federation of Saskatchewan Indian Nations est une organisation politique provinciale qui représente les Premières Nations de cette province. La Saskatchewan compte également des collectivités métisses historiques, également appelées établissements métis. Les peuples autochtones (incluant les Premières Nations, les Métis et les Inuit) représentent environ 14 % de la population totale. Parmi ceux qui se définissent comme étant Autochtones, 17 % vivent hors réserve dans des zones rurales, et près de la moitié (46,7 %) vivent dans des zones urbaines.

Il existe cinq groupes linguistiques des Premières Nations en Saskatchewan, en plus du michif, la langue unique des Métis. Parmi les langues des Premières Nations, la plus couramment parlée est le nêhiyawêwin (langue crie). Le nahkawêwin (langue des Saulteaux), un dialecte de la langue ojibwé, ainsi que les langues nakota, dakota et lakota, sont également parlés dans la province. Enfin, il existe un petit nombre de locuteurs de déné (Chipewyan) dans le nord de la Saskatchewan.

Thèmes spécifiques à la région : La Saskatchewan présente de nombreuses similitudes avec les autres provinces des Prairies. Parmi les participants de cette région figuraient des Autochtones travaillant à titre individuel sur des projets de dénomination de lieux, avec le soutien de leur communauté, et des gardiens du savoir autochtone possédant des connaissances sur les noms de lieux autochtones. Les participants ont tous exprimé l'importance de rétablir les noms de lieux autochtones pour leurs communautés et ont souligné les effets positifs de ces initiatives sur la revitalisation de la langue et la fierté de leur identité autochtone. Dans certains cas, les projets menés dans cette région ont été motivés par le désir de changer les noms qui comportaient une terminologie offensante et de redonner à ces lieux leur nom traditionnel.

« Le nom était très offensant. À l'époque, un jeune homme a été tué par balle par un non-Autochtone dans notre région et cela m'a laissé une impression effrayante. Je ne me sentais pas bien de savoir qu'un jeune homme de ma communauté avait été abattu et tué, puis de découvrir qu'il y avait [un endroit dont le nom est offensant]. C'était violent. Et donc je pense que c'est de là qu'est née l'initiative ».

De plus, la Saskatchewan est unique par rapport aux autres provinces du Canada car, comme l'a fait remarquer un gardien du savoir, de nombreux noms de villes et de lieux sont déjà désignés en langue autochtone. *« En Saskatchewan, plusieurs noms de lieux et de villes sont déjà en langue autochtone, ce qui représente un avantage pour les communautés autochtones de cette province. Toutefois, il est possible d'en faire plus ».* Les participants de la Saskatchewan ne connaissaient pas le travail de la CTC, mais ils ont exprimé le souhait que la CTC se rapproche de leurs communautés pour établir une relation.

Un autre thème soulevé par les participants de cette région portait sur l'importance centrale des aînés et des gardiens du savoir dans les projets de dénomination des lieux. En ce qui concerne les communautés autochtones qui mènent des initiatives en vue de changer les noms de lieux offensants attribués par les colons et de rétablir les dénominations traditionnelles, les participants ont souligné que la collaboration avec les aînés était essentielle dans le cadre de ce processus.

« Nous avons réuni les aînés et nous avons eu un dialogue. Après environ un an et demi de rencontres avec les aînés et la communauté, nous avons trouvé un nom approprié ».

Pour le futur, les participants de cette région ont souhaité explorer la possibilité de réunir les gardiens du savoir et les aînés afin de cartographier leurs terres et leurs noms de lieux. Bien que de nombreuses communautés autochtones aient entrepris cette démarche de leur propre chef, les participants ont estimé que la capacité et les ressources de la CTC pourraient être utiles pour mener à bien cette initiative.

Projets toponymiques sélectionnés en Saskatchewan

- *Noms de lieux traditionnels des Premières Nations (Centre culturel autochtone de la Saskatchewan)* : Conformément à sa mission de préservation des langues des Premières Nations, le Saskatchewan Indigenous Cultural Centre (SICC), en partenariat avec le ministère des Parcs, de la Culture et du Sport, a élaboré une carte des noms de lieux traditionnels. Celle-ci contient les terres d'origine des Premières Nations, les lacs, les pierres, et autres éléments qui existaient avant la colonisation. Les noms sont issus d'une variété de groupes linguistiques de la Saskatchewan, et la carte montre le nom traditionnel du lieu dans la langue de la Première Nation, le nom anglais, une courte description ainsi qu'une image et une vidéo, lorsque celles-ci peuvent être obtenues. Cette carte toponymique est incomplète, et le SICC s'attend à ce qu'elle soit alimentée au fur et à mesure que les communautés entreprennent de nouveaux projets. <https://sicc.sk.ca/traditional-place-names/>
- *Projet de changement de nom des lacs Kikiskitotawânewak Iskêwak (changement de nom du lac KILLSQUAW)* : Un petit groupe de lacs près de Unity, en Saskatchewan, portait, jusqu'à la fin de 2018, le nom troublant de « lac KILLSQUAW ». Pendant une année, des efforts ont été déployés par une avocate de la Nation crie de Red Pheasant afin d'en changer le nom. Les consultations avec les aînés et les détenteurs de la culture ont permis d'aboutir au nouveau nom « Kikiskitotawânewak Iskêwak », qui signifie « nous honorons les femmes ». <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/unity-lakes-name-change-1.4912810>
- *Carte des noms de lieux de la Première Nation Dakota de Wahpeton* : Une carte interactive des noms de lieux répertorie l'utilisation publique des terres traditionnelles et les connaissances de la Première Nation Dakota de Wahpeton. En cliquant sur un lieu spécifique de la carte, une boîte de connaissances s'affiche et présente le nom du lieu en dakota accompagné de sa traduction en anglais. Dans certains cas, un gardien du savoir issu de la communauté présente, au moyen d'une vidéo, la prononciation du nom de lieu. <https://wahpeton.knowledgekeeper.ca/placenames-map>

Manitoba



Winnipeg (Manitoba)

Profil : Le Manitoba est situé sur les territoires traditionnels des Cris, des Dakotas, des Dénés, des Anishinaabeg (Ojibwé) et des Ojibwé-Cris (nation qui fait partie du groupe plus large des Anishinaabeg); elle est également le lieu d'origine de la nation métisse. Le Manitoba compte 63 Premières Nations, y compris certaines des plus grandes communautés du Canada. Parmi celles-ci, 17 sont éloignées et ne sont pas accessibles par une route praticable en tout temps. Un pourcentage important de la population autochtone vit hors des réserves et, par conséquent, la capitale du Manitoba, Winnipeg, compte la plus grande population autochtone de toutes les villes du Canada.

La province abrite sept conseils tribaux des Premières Nations. De plus, les Premières Nations sont représentées par trois organisations politiques provinciales divisées en régions, soit l'Assemblée des chefs du Manitoba, la Manitoba Keewatinowi Okimakanak et l'Organisation des chefs du Sud. On y retrouve également la Fédération des Métis du Manitoba.

Les traités numéros 1, 2, 3, 4 et 5 couvrent la majorité du territoire de la province. Les traités 6 et 10 ne visent pas de territoires au Manitoba, mais il est intéressant de souligner que quatre communautés des Premières Nations du Manitoba sont signataires de ces traités, car elles sont reconnues comme ayant utilisé et occupé les territoires visés par ces traités.

Enfin, cinq groupes linguistiques de Premières Nations sont représentés au Manitoba. Il s'agit de l'anishinaabemowin, du dakota, de l'anishinimowin (oji-cris), du dénésuline (déné) et de l'inimowin, également appelé cri, qui comprend lui-même quatre dialectes parlés au Manitoba : le cri des plaines, le cri des bois, le cri des marais et le cri des rochers. Le michif – un créole unique qui utilise des noms français, des verbes cris et quelques éléments de vocabulaire provenant d'autres langues autochtones locales, est également parlé par les peuples métis. Le bungi (ou bungee), une langue créole dérivée de l'anglais écossais, du gaélique, du français, du cri et de l'ojibwé était également parlé par les peuples métis le long de la rivière Rouge, bien que ce dialecte soit maintenant considéré comme étant éteint.

Thèmes spécifiques à la région: Le Manitoba présente de nombreuses similitudes avec les autres provinces des Prairies. Parmi les participants de cette région figuraient des non-Autochtones qui travaillaient avec des institutions culturelles, des gardiens du savoir et des aînés autochtones possédant des connaissances sur les noms de lieux autochtones. Les

participants de cette région ont parlé des dommages que l'effacement des noms de lieux traditionnels autochtones avait causés à leurs communautés.

« Ces noms coloniaux à travers le Manitoba effacent l'histoire des peuples autochtones du Manitoba. Des milliers d'années d'histoire sont effacées par la dénomination des lieux en langue coloniale ».

Au Manitoba, de nombreuses collectivités ont récupéré les noms traditionnels de leur communauté, comme en témoigne le travail du Centre de ressources éducationnelles des Premières Nations du Manitoba (voir « Projets toponymiques sélectionnés au Manitoba » ci-dessous). Outre les noms des communautés, la population est consciente que de nombreuses zones protégées ont été renommées par des hommes blancs, et l'on craint que cela ne continue à effacer l'histoire des peuples autochtones de la province. Tant les sources médiatiques que les participants aux entretiens ont souligné la nécessité de soutenir les initiatives de dénomination des lieux afin que le discours du Manitoba en matière de réconciliation se reflète dans le paysage de la province :

« Il y a beaucoup de belles paroles de la part de la province du Manitoba en ce qui concerne la réconciliation. Le fait d'entreprendre ces initiatives de dénomination des lieux irait dans ce sens ».

De nombreux participants souhaiteraient voir une plus grande collaboration avec la CTC et une prise de contact avec les communautés de la part des instances de dénomination des lieux :

« Le rôle de ces organisations devrait être de révéler la vérité quant à l'appartenance du territoire et d'éduquer les non-Autochtones sur l'effacement continu des peuples autochtones qu'a engendré l'attribution de noms de lieux par des hommes blancs ».

Plusieurs participants considèrent donc les initiatives de toponymie comme une occasion d'éduquer les allochtones au sujet des terres autochtones sur lesquelles ils se trouvent :

« Il est bon et important que l'endroit soit reconnu pour ce qu'il est vraiment, et que l'espace redevienne autochtone. Cela devient une forme de reconnaissance et une occasion pour les colons de s'informer sur la langue. »

Projets toponymiques choisis au Manitoba :

- *Noms de lieux traditionnels de la Première Nation de la rivière Poplar* : Il s'agit d'une initiative provinciale en partenariat avec la Première Nation de la rivière Poplar dont le but est d'apprendre, de documenter et de traduire les noms traditionnels cris. Le projet vise à documenter les noms de lieux cris à l'échelle de la province et à reconnaître l'histoire autochtone, les impacts culturels et l'empreinte des peuples autochtones au Manitoba.

[https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/indigenous-place-names-manitoba-1.3968249;](https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/indigenous-place-names-manitoba-1.3968249)
https://pimaki.ca/wp-content/uploads/Poplar-River-Story-Map_low-res-14-July-2020-1.pdf

- *Carte des noms des communautés traditionnelles des Premières Nations* : Soutenue par le Manitoba First Nations Resource Centre Inc. cette carte comprend environ 50 noms, en cri, déné, oji-cri, ojibwé et dakota. Pour chaque lieu, un enregistrement vidéo d'un membre de la communauté et d'un locuteur de la langue expliquant la définition des termes est proposé. <https://mfnerc.org/community-map/>
- *Projet de noms de lieux cris* : voir l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas : Projets de noms de lieux cris

La Nation crie est le plus grand groupe autochtone du Canada, tant par sa population que par son territoire, avec plus de 350 000 personnes s'identifiant comme étant Crie ou ayant des ancêtres cris. Le territoire cri est vaste et s'étend de l'Alberta au Québec. Il existe plusieurs groupes régionaux cris, soit les Nêhiyawak (Cris des plaines), les Crie des bois, les Crie des rochers, les Mushkegowuk (Crie des marais), la Première Nation crie de Moose et les Eeyou Istchee (Crie de la baie James). La langue crie fait partie de la famille des langues algonquiennes et compte de multiples dialectes dont les trois principaux sont : le dialecte en « th » (cri des Bois et des Rochers), le dialecte en « y » (cri des Plaines), et le dialecte en « n » (cri des Marais). Comptant plus de 75 000 locuteurs, le cri est l'une des langues autochtones les plus parlées au Canada.

Cree Literacy Network (Manitoba)

Dans le cadre d'un projet de l'organisme Cree Literacy Network, basé au Manitoba, les noms de lieux des communautés de langue crie sont rassemblés et ajoutés à une carte interactive. Il s'agit d'un travail en cours qui couvre le territoire cri des provinces des prairies. Les membres des différentes communautés sont invités à ajouter leurs lieux et photos préférés à la carte qui contient actuellement des dizaines de noms de lieux.

Chaque nom de lieu de la communauté crie est noté en orthographe romaine normalisée (ORN) et codé par couleur selon l'un des douze dialectes. Pour chaque nom de lieu sur lequel on clique, une fenêtre contextuelle affiche une description complète comprenant : le nom crie en ORN, le dialecte de la communauté, la province, la longitude et la latitude, et le nom en écriture syllabique.

<https://creeliteracy.org/cree-place-names/cree-place-name-project>

Ontario



Old Woman Bay (Ontario)

Profil : L'Ontario est situé sur les territoires de 14 nations distinctes qui appartiennent à quatre familles linguistiques des Premières Nations, soit l'anishinaabe, l'onkwehonwe, le mushkegowuk et le lunaape. Les Anishinaabek comprennent les Michi Saagiig (Mississauga), les Chippewa (Ojibwés), les Bodéwadmi (Potawotami), les Omàmiwinini (Algonquins) et les Odawas. Parmi les Onkwehonwe (Haudenosaunee), on retrouve les Kanien'kehá:ka (Mohawk), les Skarù-rę? (Tuscarora), les Onödowá'ga: (Seneca), les Gayogghó:nq' (Cayuga), les Onyota'a:ka (Oneida) et les Onöñda'gaga' (Onondaga). L'Ontario abrite également les nations Mushkegowuk (Cris) et Lunaape (Delaware) et est le lieu d'origine de communautés métisses historiques.

L'Ontario compte 133 communautés des Premières Nations, et plus de 30 d'entre elles sont considérées comme étant éloignées, ou accessibles uniquement par avion ou par des routes de glace. Ces Premières Nations ont conclu des traités et d'autres accords avant et après la Confédération. Les traités antérieurs à la Confédération comprennent le traité Two Row Wampum, également connu sous le nom de Guswenta, conclu entre les Haudenosaunee et les Hollandais, ainsi que 30 traités du Haut-Canada et deux traités Robinson. Les traités datant d'après la Confédération comprennent trois traités numérotés (traités numéros 3, 5 et 9) et les traités Williams.

De nombreux peuples autochtones vivent également dans des zones urbaines, et les villes de Thunder Bay, Sudbury, Sault Ste. Marie, Timmins, Ottawa et Toronto comptent une forte population autochtone. En fait, Thunder Bay est la région métropolitaine de recensement qui compte la plus forte proportion d'Autochtones au Canada. De plus, l'Ontario abrite la plus grande population d'Autochtones, puisque 24% de tous les Autochtones du Canada vivent dans cette province. Un certain nombre de Métis légalement reconnus et d'Inuit habitent en Ontario.

Les Chiefs of Ontario, la Nation Anishinabek (Union des Indiens de l'Ontario), l'Association des Iroquois et des Indiens alliés, le Grand Conseil du Traité n° 3 et la Nation Nishnawbe Aski font partie des organisations politiques et de défense des droits des Premières Nations de l'Ontario. La Métis Nation of Ontario (MNO) tient le seul registre provincial reconnu des Métis titulaires de droits en Ontario.

Thèmes spécifiques à la région : Un groupe diversifié de personnes et d'organisations travaillant sur des projets toponymiques ont participé aux entretiens réalisés en Ontario. Des entretiens ont été menés avec des Autochtones qui travaillaient sur des projets de dénomination de lieux, des représentants d'institutions culturelles autochtones ainsi que des Autochtones et des non-Autochtones qui collaboraient avec des établissements d'enseignement postsecondaire. Les participants de cette région ont presque tous parlé de l'importance des noms de lieux traditionnels pour leurs communautés, notamment en ce qui concerne la normalisation des langues autochtones et la réaffirmation de la présence autochtone sur les terres.

Un thème clé soulevé par les participants de l'Ontario portait sur le manque de capacité des communautés pour entreprendre des activités toponymiques. Toutefois, les questions relatives au manque d'eau potable ou aux femmes autochtones disparues et assassinées sont plus pressantes dans de nombreuses communautés autochtones. Un participant a parlé des effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 au sein de sa communauté, et a mentionné que le fait de trouver du temps pour entreprendre des projets de dénomination des lieux ne constituait pas une priorité.

« Ce qui les préoccupe, ce n'est pas leur nom, mais les femmes autochtones disparues et assassinées, la perte de leur langue, le fait que j'ai perdu sept aînés qui parlent ma langue en raison de la COVID-19. Ce sont les choses qui préoccupent vraiment les gens ».

Ce participant soulignait que les communautés autochtones peuvent accorder une grande valeur à leurs toponymes et s'engager à travailler pour les restaurer, mais que cette activité n'est pas prioritaire par rapport aux besoins matériels immédiats de la communauté.

Malgré cela, les participants ont souhaité que la CTC et les instances de dénomination provinciales et territoriales tendent la main aux communautés en vue d'établir une relation : *« Entrez en contact avec les communautés. Discutez-en. Elles ont peut-être déjà fait ce travail »*. Bien que de nombreux participants ne soient pas au courant de ce que fait la CTC, la plupart d'entre eux ont exprimé leur volonté de travailler avec la CTC, à condition d'être abordés de manière sincère.

En ce qui concerne la Nation métisse de l'Ontario, les participants ont généralement estimé que les Anishinaabe devraient diriger les initiatives de dénomination des lieux dans les territoires anishinaabe. Les participants ont mentionné le déplacement des Métis de leur terre natale et le fait que d'autres nations sont reconnues en Ontario, tandis que les Métis sont laissés pour compte : *« Les Métis se retrouvent dans cette situation complexe où ils ne sont pas les "détenteurs de titres" du territoire sur lequel ils se trouvent actuellement, en raison des déplacements qu'ils ont subis. »* Les toponymes du sud de l'Ontario et de la région du

lac Ontario peuvent comporter à la fois des noms de lieux anishinaabe et haudenosaunee, ce qui constitue un autre aspect spécifique à l'Ontario.

Projets toponymiques sélectionnés en Ontario

- *Projet de cartographie de la Première Nation de Temagami* : La Première Nation de Temagami a mené un projet de cartographie visant à recueillir des informations sur l'utilisation et l'occupation traditionnelles des lieux, ce qui a donné lieu à une carte aux multiples facettes qui sert également de base de données pour les noms de lieux traditionnels, l'utilisation traditionnelle, l'occupation des lieux et les ressources qui y sont associées. <https://www.temagamifirstnation.ca/land-and-resources/mapping-2/>
- *Projet de cartographie culturelle autochtone de l'escarpement du Niagara* : Ce projet a abouti à la création d'un outil multimédia en ligne contenant des informations ciblées, historiques, culturelles et naturelles sur les Autochtones, processus également appelé cartographie culturelle. L'objectif de ce projet était de concevoir une approche optimale pour assurer la participation et le leadership des Autochtones dans l'organisation et la mise en place des réserves de biosphère au Canada. <http://www.thegreatniagaraescarpment.ca/about>
- *Atlas de l'espace Kanyen'kehà:ka* : Ce projet est dirigé par la professeure Kahente Horn-Miller et par Rebekah Ingram, en collaboration avec l'Université Carleton, et est financé par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Son objectif consiste à documenter les noms de lieux et les connaissances en langue kanyien'keha par le biais d'un partage de connaissances entre la communauté et les aînés. <http://www.e-publishing.org/docs/4/01/FEL-2018-05.pdf>; https://www.facebook.com/events/2872796406076662/?acontext=%7B%22event_action%22%3A%22mechanism%22%3A%22search_results%22%2C%22surface%22%3A%22search%22%7D%7D
- *Kanyen'kéha – initiative à source ouverte concernant les langues menacées* : Ce projet a mené à la création d'une carte de lieux désignés à l'aide de noms traditionnels kanyien'keha. Il s'agit d'une carte initiale sur laquelle environ 200 noms de lieux traditionnels supplémentaires ont été insérés, y compris des villes, des rivières, des zones et des communautés <https://kanyienkeha.net/map/>
- *Projet Paquataskamik* : Ce projet communautaire est dirigé par la Première Nation de Fort Albany. Son objectif est d'apprendre et de favoriser le dialogue intergénérationnel et de promouvoir l'importance du territoire traditionnel et de ses impacts sur le bien-être social, culturel et économique. Ce projet comprend un ensemble de cartes, dont une

consacrée au bassin versant de la rivière Albany et une comportant des noms cris.
<https://paquataskamik.weebly.com/index.html>

- *Projet de gardiens Mushkegowuk* : Ce programme communautaire de gardiens permet aux jeunes, aux aînés et aux personnes qui récoltent les ressources de collaborer avec les responsables de la gérance environnementale en utilisant le savoir traditionnel pour recueillir de l'information sur les changements climatiques à des fins de cartographie. Des efforts collectifs sont déployés pour réaliser ces activités, et des parcelles de recherche sont établies à l'aide d'un GPS.
<https://www.indigenousguardianstoolkit.ca/communities/mushkegowuk-council-mushkegowuk-guardian-program>
- *Atlas du traité du lac Huron* : voir l'étude de cas ci-dessous.
- *Projet de dénomination de lieux de l'île Manitoulin* : voir l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas : Projets de dénomination de lieux en anishinaabemowin

L'Anishinaabewakiing (territoires anishinaabe) s'étend du Manitoba au Québec, principalement dans la région des Grands Lacs, jusqu'aux États-Unis. Quelques communautés de Saulteaux se sont déplacées vers l'ouest et sont maintenant situées en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. L'anishinaabemowin fait partie de la famille des langues algonquiennes et compte plusieurs dialectes, dont l'oïbwe des plaines, l'oïbwe du nord, l'oïbwe de l'est, l'oïbwe du sud, l'oï-cri, l'odawa et l'algonquin, et varie d'une communauté à l'autre. On compte actuellement environ 28 000 locuteurs de langues algonquiennes, principalement en Ontario, au Québec et au Manitoba.

Une grande variété d'initiatives toponymiques sont menées par des locuteurs de l'anishinaabemowin, notamment de l'*Atlas du traité du lac Huron*, un atlas vivant qui a vu le jour grâce à la thèse de doctorat de Stephanie Pyne intitulée « Sound of the Drum, Energy of the Dance: Making the Lake Huron Treaty Atlas the Anishnaabe Way » (2013). Cet ouvrage permet de suivre certains aspects des processus de signature du Traité du lac Huron et d'arpentage des réserves. Le projet s'est depuis développé avec l'aide de plusieurs organismes de recherche et de financement et d'organisations autochtones telles que la Ojibwe Cultural Foundation et le Shingwauk Residential Schools Centre, pour devenir un atlas qui s'attache à comprendre et à présenter l'histoire et la géographie complexes de la région couverte par le traité du lac Huron dans une optique spécifiquement anishinaabe.
<https://lhta.ca/index.html>

Le *projet de dénomination de lieux de l'île Manitoulin* est une autre initiative de toponymie anishinaabemowin, menée par un groupe regroupant plusieurs spécialistes de la langue

anishinaabemowin et de la Première Nation de Wiikwemkoong. Ce projet vise à explorer l'esprit des noms de lieux traditionnels et à les définir afin de partager plus largement l'esprit du lieu au sein de la communauté.

Enfin, de part et d'autre de la frontière entre l'Ontario et le Québec, la nation algonquine a mis au point une « visite multimédia des noms de lieux algonquins » au moyen d'une carte interactive qui permet aux utilisateurs d'interagir avec des récits liés à différents lieux.

L'objectif de ce projet est de faire revivre ces récits et de cartographier les toponymes avant qu'ils ne soient perdus à jamais.

<http://www.algonquinnation.ca/toponym/fr/map/>

Québec



Gespagegiaq (Québec)

Profil : Le Québec est situé sur le territoire traditionnel de onze nations distinctes, soit les Abénaquis, les Algonquins, les Atikamekw Nehirowisiwok, les Eeyou-eeenu (Cris), les Huron-Wendat, les Innus, les Wolastoqiyik ou Wəlastəkweyiyik (Malécite), les Mi'gmaq, les Kanien'kehá:ka (Mohawk), les St'aschinuw (Naskapi) et les Inuits. Les dix Premières Nations et la nation inuite représentent environ 1 % de la population du Québec. Elles sont réparties en 55 communautés autochtones.

Les Inuit résident dans 14 communautés de la région du Nunavik et chacune de ces communautés est dirigée par un maire et un conseil. On recense 44 communautés des Premières Nations administrées par leur propre conseil de bande élu, qui est composé d'un chef et de conseillers. L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador est l'organisme provincial de représentation politique des Premières Nations de la province. De nombreux peuples autochtones vivent également en dehors des réserves, mais leur nombre exact est inconnu. Par exemple, selon certaines statistiques connues, environ 10 % des Inuit du Nunavik vivent maintenant à Montréal (ce qui représente 1 000 à 1 200 personnes).

Au Québec, les langues autochtones se regroupent en trois grandes familles linguistiques : algonquienne, iroquoise et inuite. Neuf langues et leurs dialectes sont encore parlés, bien que le statut de ces langues varie considérablement. Il s'agit de l'inuktitut, de l'innu-aimun, du cri de l'Est (ou cri de la Baie James), de l'atikamekw, de l'anishinabemowin/anicipemowin, du mi'gmaq, du kanien'kéha (mohawk), de l'iyuw iyimuun (naskapi) et de l'abénaquis.

Thèmes spécifiques à la région : Des membres des nations inuite, algonquienne et abénaquise (Abénaquis) ont participé aux entretiens réalisés dans cette région. Les initiatives recensées étaient très variées et comprenaient des projets communautaires, des projets soutenus par des institutions culturelles, ainsi que des projets réalisés en partenariat avec des institutions universitaires.

Les participants ont noté que la province de Québec est unique à bien des égards, notamment en raison de l'histoire particulière du colonialisme dans cette région. La protection de la langue et de la culture françaises est très importante pour les résidents du Québec, qui sont pour la plupart blancs. Les lois linguistiques du Québec qui favorisent l'utilisation du français et

restreignent l'utilisation de l'anglais reflètent les objectifs de préservation et de renforcement de la culture québécoise et de la langue française dans la province. Les communautés autochtones sont prises entre les histoires concurrentes des empires coloniaux et, par conséquent, l'histoire précoloniale a été largement effacée de la mémoire collective. Pour les résidents du Québec, il y a une « *tendance à oublier que les nations autochtones étaient là avant la colonisation* », comme l'a déclaré un participant du Québec. Il a ajouté ce qui suit :

« Nous voulons que les gens connaissent ce qu'était notre territoire avant la colonisation. On ne voit pas cela au Québec. À Vancouver, par exemple, on ressent l'histoire, on la voit. Ici, c'est comme si elle n'existait pas. C'est comme si cela ne faisait pas partie de l'histoire du Québec ».

Par conséquent, les participants ont indiqué qu'ils devaient faire preuve de prudence et agir lentement lorsqu'ils entreprennent des projets de toponymie, en raison de la question délicate de la protection de l'histoire et de la culture francophones. Les groupes autochtones qui mènent des projets de dénomination de lieux au Québec veillent à ne pas empiéter sur les toponymes français, mais plutôt à compléter les noms de lieux existants. Ces obstacles à la réalisation de projets de dénomination de lieux au Québec peuvent rendre le processus assez ardu. Un participant a raconté qu'il avait demandé au gouvernement du Québec de correspondre avec la communauté en utilisant l'orthographe traditionnelle de sa Première Nation, par opposition à l'orthographe francisée, et que le gouvernement avait convoqué un « groupe d'experts » pour examiner cette demande. Il s'agit là de défis importants et propres à la région du Québec auxquels sont confrontées les communautés autochtones.

Projets toponymiques choisis au Québec :

- *Tsi Tetsionitotiakon – Noms de lieux de Tiohtiake utilisés par les Mohawks* : Ce projet a compilé les connaissances traditionnelles des aînés du centre linguistique et culturel Kanien'kehá:ka Onkwawén:na Raotitíohkwa de Kahnawake pour présenter les noms de lieux historiques des Kanien'kehá:ka et ouvrir la voie à la compréhension de l'histoire autochtone de la bio-région de Tiohtiake (archipel de Montréal) et de Tewakhwishenhelon/île de la Tortue/Amérique du Nord.
<https://sites.google.com/site/indigenecommunity/home/5-tiohtiake-mohawk-placenames>
- *Changement de nom de la rue Atateken* : La rue Amherst de Montréal, nommée en l'honneur d'un général britannique qui préconisait l'utilisation de la guerre biologique pour tuer les peuples autochtones, a été rebaptisée rue Atateken, ce qui se traduit librement par « nos relations ». La Ville de Montréal a travaillé avec les communautés locales, les dirigeants des Premières Nations et le Centre linguistique et culturel de Kanesatake dans le cadre de ce projet.
- *Le Nitassinan* : Nametau Innu, un site web consacré à la transmission du savoir culturel des aînés, a créé des cartes pour immortaliser leur connaissance de leur territoire.

Traditionnellement, un lieu était nommé en décrivant un point de repère géographique. C'est pourquoi les cartes décrivent la signification des noms de lieux sur leur territoire, comme Makatinau (« région de la plus haute montagne à l'embouchure de la rivière ») ou Mashkuanu (« lieu qui ressemble au bout de la queue d'un ours »).

<http://www.nametauinu.ca/fr/culture/territoire>

- *Tiohtià:ke Otsira'kéhne – Changement de nom du sommet d'Outremont* : La ville de Montréal a reconnu l'importance de la montagne d'Outremont pour le peuple Kanien'kehá:ka en renommant le sommet Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne, ce qui se traduit par « l'endroit du grand feu ». La montagne a été renommée de façon à rappeler la façon dont la colline était traditionnellement utilisée pour les feux servant à émettre des avertissements, ou pour signaler des rassemblements.
- *Montréal en mohawk – Atlas décolonial* : L'atlas décolonial est une collection croissante de cartes réunies par des bénévoles afin de remettre en question les relations avec la terre et les gens. Cette carte de Tiohtià:ke tsi ionhwéntsare (Montréal) énumère les toponymes, y compris le nom de lieu en kanien'kéha, le nom de lieu anglais et la traduction. <https://decolonialatlas.wordpress.com/2015/02/04/montreal-in-mohawk/>
- *The Land That Talks* : Voir « Étude de cas : Projets de dénomination de lieux en anishinaabemowin » ci-dessus.
- *Projet Nunatop* : voir l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas : Nunatop – Projet de toponymie des lieux inuit

L'Inuit Nunangat, la terre natale des Inuits au Canada, compte quatre régions, soit la région désignée des Inuvialuit dans le nord des Territoires du Nord-Ouest, le territoire du Nunavut, le Nunavik dans le Nord du Québec et le Nunatsiavut dans le nord du Labrador.

L'Inuit Nunangat couvre environ 35 % de la masse continentale du Canada et 50 % de son littoral. La langue inuite est parlée dans tout l'Inuit Nunangat; elle comprend les dialectes suivants : l'umarmiutun, le sallirmiutun et le kangiryuarmiutun dans la région désignée des Inuvialuit (T.N.-O.); l'inuinnaqtun, le nattilingmiutut, le paallirmiutut, les dialectes de Qikiqtaaluk nord (nord de Baffin) et de Qikiqtaaluk sud (sud de Baffin) au Nunavut; l'inuttit au Nunavik (Québec); et l'inuttut au Nunatsiavut (T.-N.-L.). La langue inuite est la deuxième langue autochtone la plus parlée au Canada; elle compte environ 40 000 locuteurs.

En 1983, l'Institut culturel Avataq et l'Université McGill ont lancé le projet Nunatop. L'objectif de ce projet était de recueillir systématiquement les noms géographiques inuits de la région du Nunavik afin de sauvegarder ce savoir traditionnel. Comme l'a affirmé un aîné : « *Nos ancêtres nous ont appris les noms de la terre, des lacs, des collines et des îles, et nous avons l'obligation de les transmettre à nos jeunes* ». L'aîné Samwillie Annahatak (Nunatop, 2020)

En 2012, l'Institut culturel Avataq a relancé le projet et s'est rendu dans les communautés pour mener des enquêtes toponymiques avec les aînés, les gardiens du savoir et les chasseurs. Ces noms de lieux sont désormais accessibles par le biais de diverses collections de cartes, offertes à différentes échelles et dans différents formats, en ligne et sur papier. Nunatop a également importé ces cartes dans Avenza Maps, une application cartographique mobile hors ligne.

Le projet Nunatop est appuyé par la Commission de toponymie du Québec. Environ 200 toponymes par année sont officialisés grâce à la collaboration entre l'Institut culturel Avataq et la Commission. Depuis décembre 2020, plus de 4 500 toponymes inuits du Nunavik ont été officiellement reconnus par les autorités.

<https://www.nunatop.com/>

Programme de toponymie du gouvernement de la nation crie (Québec)

Le programme actuel des noms de lieux a été mis en place par le Service du développement social et culturel du gouvernement de la Nation Crie en 2013, dans le cadre de ses efforts pour soutenir la langue crie de l'Eeyou Istchee. Les noms de lieux étaient considérés comme un aspect important de la langue crie qui nécessitait une attention particulière, et ce programme représentait à bien des égards un renouvellement des projets de recherche

toponymique de l'Administration régionale crie qui ont été menés à Whapmagoostui, à Waswanipi et à Mistissini dans les années 1990. Depuis, le programme a entrepris la consolidation des recherches existantes sur les noms de lieux en langue crie dans l'Eeyou Istchee, en rassemblant 40 ans de recherches effectuées par divers partenaires.

Une nouvelle série d'enquêtes toponymiques a été lancée, à la fois pour valider les résultats des enquêtes précédentes et pour recueillir des noms dans des zones qui avaient été négligées lors des enquêtes précédentes. Depuis 2013, des centaines d'aînés ont été interrogés. Une grande importance a été accordée au fait de consigner les toponymes de façon à assurer la compréhension de la grammaire, afin que les générations futures aient accès à des noms intelligibles et correctement consignés. À l'heure actuelle, le nombre de noms de lieux compris dans la base de données du gouvernement de la Nation crie se situe à près de 20 000. L'objectif du programme est de répondre à tous les besoins des Cris d'Eeyou Istchee ou des 11 communautés cries d'Eeyou Istchee en matière de toponymie, y compris la fourniture de données numériques, la publication de cartes pouvant être utilisées dans les écoles ou dans les camps forestiers, et la création d'une signalisation routière en langue crie.

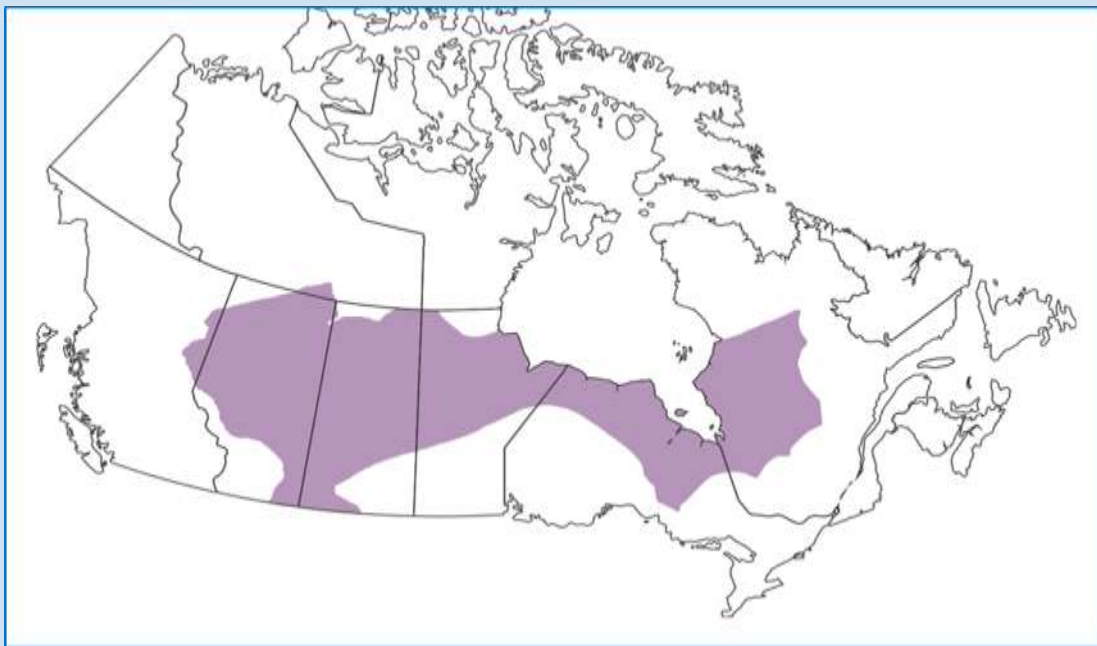


Image.3 Répartition approximative des communautés de langue crie au Canada © Archipel Research and Consulting

Atlantique (Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador)



Sipeknekatik (Nouvelle-Écosse)

Profil : La région de l'Atlantique, qui comprend les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, est principalement située sur les territoires des peuples Mi'kmaq et Wolastoqiyik ou Wəlastəkwewiyik (Malécites). Tandis que l'on retrouve essentiellement les Wolastoqiyik dans l'actuel Nouveau-Brunswick (et le Maine), le territoire des Mi'kmaq s'étend des parties sud de la péninsule gaspésienne vers l'est jusqu'à la majeure partie de l'actuel Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et couvre la totalité de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Le Labrador est habité par les Innus, les Naskapis et les Inuit, bien que les groupes politiques des Premières Nations (p. ex. l'APNQL) incluent souvent les peuples autochtones vivant au Labrador dans la région du Québec. Il est également important de souligner que les Béothuks étaient les premiers habitants autochtones, mais qu'ils ont été déclarés comme ayant disparu en 1829. Les récits oraux suggèrent que quelques Beothuks ont survécu et ont formé des unions avec des colons, des Inuit et des Mi'kmaq.

Les Wolastoqiyik et les Mi'kmaq font partie de la famille linguistique algonquienne, mais leurs langues et leurs cultures sont bien distinctes. On recense un total de 32 Premières Nations réparties dans les provinces de l'Atlantique, ainsi que plusieurs membres des Premières Nations, Métis et Inuit vivant hors réserve. Les autochtones représentent 4 % de la population totale de la Nouvelle-Écosse et 3 % de celle du Nouveau-Brunswick. À l'Île-du-Prince-Édouard, ils représentent 2 % de la population totale; il s'agit de la plus petite population autochtone de toutes les provinces et territoires. À Terre-Neuve-et-Labrador, les autochtones représentent 8,9 % de la population.

Dans la région de l'Atlantique, des traités de paix et d'amitié ont été signés avec les Mi'kmaq, les Wolastoqiyik et les Passamaquoddy, une nation qui n'est plus reconnue au Canada. Contrairement à d'autres traités au Canada, les traités de paix et d'amitié n'exigeaient pas la renonciation aux droits sur les terres et les ressources, mais ils ont été signés afin d'encourager les relations pacifiques entre les Premières Nations et les non-Autochtones.

Aujourd'hui, la Confédération des Mi'kmaq du continent est le conseil tribal des Premières Nations Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse. Parmi les autres organisations politiques provinciales, on retrouve la Union of New Brunswick Indians, L'nuey et la Union of Nova Scotia

Indians. À l'instar des autres Premières Nations du pays, les communautés sont représentées par un chef et un conseil élus.

Thèmes spécifiques à la région : Dans la région de l'Atlantique, en raison du colonialisme de peuplement, la dénomination des lieux peut être assez complexe pour la nation mi'kmaq. Il y a 32 communautés mi'kmaq dans le territoire mi'kmaq, appelé Mi'kma'ki, qui s'étend sur la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, certaines parties du Maine, la péninsule du Québec et Terre-Neuve-et-Labrador. Les Mi'kmaq ont été parmi les premiers à être gravement touchés par la colonisation et le génocide. Du point de vue des Mi'kmaq, les traités de paix et d'amitié étaient des accords de coexistence, conclus dans le but de vivre de façon harmonieuse. Cependant, les Mi'kmaq, ainsi que les autres nations autochtones du Mi'kma'ki, ont été déplacés et séparés par les frontières coloniales, et ont commencé à voir disparaître leur langue, leur culture, leurs croyances ontologiques et leur vision du monde.

Les recherches ont démontré qu'en raison de la séparation des communautés par ces frontières provinciales dans la région de l'Atlantique, il peut être difficile d'accéder au soutien et aux ressources des provinces, surtout pour les communautés qui sont situées aux frontières provinciales, comme l'a fait remarquer un participant :

« Le rôle des gouvernements provinciaux et du gouvernement canadien devrait être de soutenir et de respecter les droits des Mi'kmaqs et les droits linguistiques. Les Français comprennent l'importance de la langue et devraient faire preuve du même respect pour les premiers peuples de ces terres. »

Ce participant soulignait le manque de soutien de certaines provinces qui font pression pour préserver la langue coloniale, sans reconnaître ni respecter les droits des peuples autochtones et leurs efforts en vue de revitaliser leurs langues et leur identité autochtone. Cela étant dit, des provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont manifesté leur intérêt pour les projets de dénomination de lieux mi'kmaq et ont fourni des fonds et des ressources par l'intermédiaire de Parcs Canada et des universités de leur province.

Projets toponymiques choisis dans la région de l'Atlantique

- *Projet de toponymie des lieux Ktaqmukuk* : La Première Nation Qalipu a dirigé un partenariat avec le Collège de l'Atlantique Nord et le campus Grenfell de l'Université Memorial afin de rassembler des informations pour créer une carte interactive comprenant plus de 80 noms de lieux recueillis auprès des membres de la communauté Mi'kmaq <https://qalipu.ca/ktaqmukuk-mikmaq-place-names-project-please-contribute-your-photos-videos-and-stories-to-our-new-interactive-map/>.
- *Projet de préservation culturelle des noms de lieux mi'kmaq* : Le projet était une initiative de dénomination des lieux menée par les dirigeants mi'kmaq d'Epekwitk (Île-du-Prince-Édouard) avec la collaboration de la Confédération des Mi'kmaq de l'Île-du-Prince-

Édouard et de Parcs Canada, afin de mettre en lumière et de revitaliser la langue et la culture par la dénomination des lieux en langue mi'kmaq. Aujourd'hui, ce projet de toponymie fait partie d'une initiative menée par l'organisation sœur L'nuey et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard Dans le but d'installer des panneaux arborant les noms de lieux en langue mi'kmaq dans toute la province.
<https://lnuey.ca/resources/education-and-reconciliation/>

- *Wolastoq* : Wolastoq est une initiative et une cérémonie de dénomination d'un lieu menée par les aînés, les jeunes et les membres de la communauté Wolastoqik afin de rétablir le nom autochtone du fleuve Saint-Jean au Nouveau-Brunswick.
<https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/wolastoqyik-river-wolastoq-st-john-renaming-1.4719808>
- *Languages and Landscapes* : Dirigée par le Centre Mi'kmaq-Wolastoqey de l'Université du Nouveau-Brunswick, l'initiative Languages and Landscapes est une carte interactive en ligne qui recense les noms de lieux abénaquis dans les Maritimes canadiennes et sur la côte Est des États-Unis.
<https://www.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=96f758a4708b4fd1999d6b1ddba62a46>
- *Pepamuteiati nitassinat* : Depuis les années 1970, les Innus du Labrador ont mis sur pied divers projets visant à documenter l'occupation et l'utilisation du territoire par les Innus en vue des négociations de revendications territoriales menées avec Terre-Neuve-et-Labrador et le gouvernement canadien. *Pepamuteiati nitassinat* est un site Web qui répertorie les *projets de toponymie innus au Labrador*.
<https://www.innuplaces.ca/introduction.php?lang=en>
- *Ta'n Weji-sqalia'tiek* : voir l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas : Ta'n Weji-sqalia'tiek – Projet de dénomination des lieux mi'kmaq

Ta'n Weji-sqalia'tiek : Le projet d'atlas numérique et de site web sur les toponymes mi'kmaq a été lancé en 2010 afin de documenter les récits, les toponymes et l'histoire des Mi'kmaq et du territoire traditionnel Mi'kma'ki. S'appuyant sur plus de 13 000 ans de données dans les Maritimes, ce projet avait pour but d'éduquer et de sensibiliser les gens, et de partager les récits liés à la terre. Comme l'a fait remarquer un participant au projet, « [les projets de dénomination des lieux mi'kmaq] constituent un paysage de récits ». (Trudy Sable, 2021). Les suggestions contenues dans le rapport final proviennent de groupes de discussion mi'kmaq, d'entretiens et de nombreux intervenants.

Le projet de toponymie Ta'n Weji-sqalia'tiek Mi'kmaw est un partenariat lancé par le Forum tripartite Mi'kmaq-Nouvelle-Écosse-Canada, en collaboration avec l'Université Saint Mary's et le Musée de la Nouvelle-Écosse. Parmi les autres partenaires, citons Parcs Canada (région de l'Atlantique), Mi'kma'ki All Points Services (MAPS); Mi'kmaw Association of Cultural Studies (MACS), le gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse, et le bureau de négociation Kwilmu'kw Maw-kusuaqn (KMKNO).

Le projet de recherche Ta'n Weji-sqalia'tiek est toujours en cours et est complété par d'autres initiatives de dénomination de lieux qui se déroulent en Nouvelle-Écosse et sur le territoire Mi'kma'ki.

<http://mikmawplacenames.ca/>

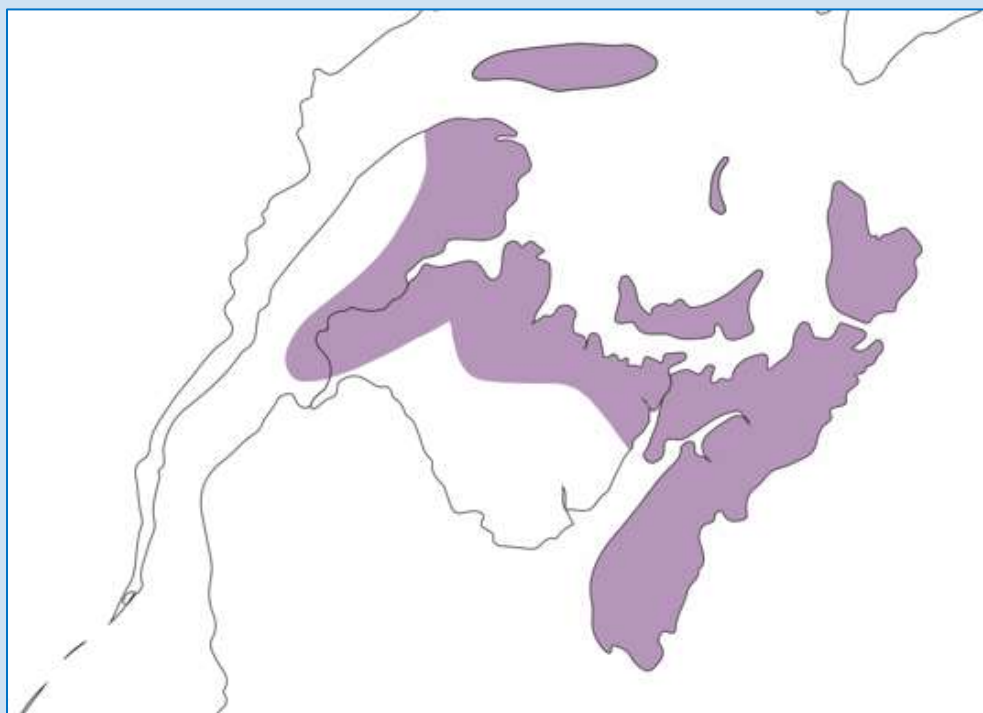


Image.4 Superficie approximative des Mi'kma'ki © Archipel Research and Consulting

Territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut)



Frobisher Bay (Nunavut)

Profil : Le Canada compte trois territoires : les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.), le Nunavut et le Yukon. Les territoires sont uniques du fait qu'ils ont été créés par une loi fédérale; par conséquent, les pouvoirs de leur gouvernement local sont contrôlés par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. Toutefois, de plus en plus de responsabilités ont été transférées du gouvernement fédéral aux gouvernements territoriaux. Les communautés autochtones des territoires ont négocié des accords d'autonomie avec ces gouvernements et, par conséquent, les gouvernements autochtones partagent également certaines responsabilités avec les gouvernements territoriaux.

Les territoires canadiens sont situés sur le territoire traditionnel des Premières Nations (Yukon et T.N.-O.) et des Inuit (Nunavut et T.N.-O.).

Le Yukon compte 14 Premières Nations et huit groupes linguistiques, soient le gwich'in, le häñ, le kaska, le tutchone du Nord, le tutchone du Sud, le tagish, le haut tanana et le tlingit. La plupart des membres des Premières Nations du Yukon ne vivent pas dans des réserves, mais dans des communautés désignées comme étant des terres visées par un règlement. Bien que le Yukon ait adopté des traités modernes, aucun traité historique n'a été conclu dans la région, contrairement à la plupart des autres provinces. Enfin, environ 25 % de la population du territoire est autochtone. Les Premières Nations sont représentées par des structures de gouvernance locales, des conseils tribaux régionaux, ainsi que par le Conseil des Premières nations du Yukon, organisme dont le mandat est de défendre les intérêts politiques des Premières Nations du Yukon.

Les populations autochtones – y compris les Premières Nations, les Inuit et les Métis – représentent 52 % de la population totale des T.N.-O. Bien que les traités historiques numéros 8 et 11 prévoyaient des réserves, le territoire ne compte que deux réserves. Toutefois, plusieurs gouvernements régionaux autochtones sont reconnus au sein des territoires, notamment le gouvernement du territoire de l'Akaitcho, les Premières Nations du Dehcho, le Conseil tribal des Gwich'in, la Société régionale inuvialuit, la Nation métisse des Territoires du Nord-Ouest, le Sahtu Secretariat Incorporated et le gouvernement t̄l̄ich̄q̄. De plus, les T.N.-O. sont la seule région du Canada qui reconnaît neuf langues autochtones (regroupées en trois familles linguistiques différentes : dénée, algonquienne [cri] et inuite) par le biais de sa *Loi*

sur les langues officielles : le dène Sųłné Yatıé (chipewyan), le nēhiyawēwin (cri), le gwich'in, l'inuinnaqtun, l'inuktitut, l'inuvialuktun, le sahtųqt'ıne yatı (esclave du Nord), le dene zhatıé (esclave du Sud) et tııchų.

Le Nunavut est la région où la proportion d'Autochtones est la plus importante, ceux-ci représentant 85,9 % de la population. Parmi ceux qui s'identifient comme étant autochtones, près de 99 % sont des Inuit. Les Inuit ne vivent pas dans des réserves. Ils habitent dans 53 communautés contemporaines situées dans l'Inuit Nunangat, qui signifie « l'endroit où vivent les Inuits », et sont regroupés dans quatre régions inuites : le Nunatsiavut (côte nord du Labrador), le Nunavik (nord du Québec), le territoire du Nunavut et la région désignée des Inuvialuit (Arctique de l'Ouest). La langue inuite comprend plusieurs dialectes, dont l'inuktitut et l'inuinnaqtun. Les Inuit sont représentés par des organisations dirigeantes mises en place pour gérer la mise en œuvre des revendications territoriales; il s'agit du gouvernement du Nunatsiavut, de la Société Makivik, de la Nunavut Tunngavik Incorporated et de la Société régionale inuvialuit.

Thèmes spécifiques à la région : Les territoires sont uniques à différents égards, tant les uns par rapport aux autres que par rapport au reste du pays. La plupart des travaux toponymiques réalisés dans les territoires sont plus avancés qu'ailleurs dans le pays et, dans de nombreux cas, ces projets sont en cours depuis plusieurs décennies, notamment dans le cadre de divers traités modernes. L'un des changements de toponyme les plus importants effectués par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest concerne le fleuve Mackenzie, le plus long fleuve du Canada. En 2015, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a approuvé cinq noms traditionnels autochtones pour désigner officiellement le fleuve Mackenzie. Celui-ci porte désormais sept noms, soient Dehcho, Deho, fleuve Mackenzie, Grande Rivière, Kuukpak, Mackenzie River et Nagwichoonjik. Ainsi, une personne issue de n'importe quelle culture des Territoires du Nord-Ouest peut se tenir sur sa rive et savoir que son nom traditionnel pour le fleuve est officiellement reconnu. En tant que plus long fleuve du Canada, le fleuve Mackenzie est l'une des caractéristiques géographiques les plus importantes des Territoires du Nord-Ouest. Tous les noms traditionnels sélectionnés reflètent la grandeur de la rivière et se traduisent par « important » ou « grand » fleuve. Ce fleuve joue un rôle majeur, tant sur le plan historique que culturel, pour les habitants des Territoires du Nord-Ouest, et il est considéré comme un fil conducteur reliant les régions entre elles.

La décolonisation de la toponymie est un phénomène courant dans le Nord, et des pressions ont été exercées pour modifier le nom des grandes étendues d'eau et les îles, notamment le Grand lac des Esclaves et l'île de Baffin. À l'échelle des territoires, de nombreuses communautés ont rétabli les noms de lieux dans leurs langues. Plusieurs participants ont raconté comment ils ont mobilisé leur communauté entière dans la recherche toponymique, et comment ce processus intégrait fréquemment des recherches et des cérémonies sur le terrain.

Un participant a noté que les projets toponymiques font partie des traités modernes dans certaines régions du Nord :

« Cela s'inscrit dans le cadre des processus de revendication territoriale. C'est la façon dont nous l'interprétons. [Notre organisation] en est responsable. Personne d'autre ne s'en est occupé. »

Par ailleurs, les participants des territoires ont expliqué qu'ils ont soumis leurs toponymes et qu'ils correspondent uniquement avec les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Par exemple, en 2013, l'Institut social et culturel gwich'in a travaillé avec le programme de toponymie du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour reconnaître officiellement 418 noms de lieux gwich'in. L'Institut a également travaillé avec la Commission de toponymie du Yukon pour reconnaître 60 noms de lieux gwich'in sur les terres traditionnelles gwich'in du Yukon, et 156 autres noms sont actuellement à l'étude. Potentiellement, plus de 600 toponymes gwich'in seront officiellement reconnus sur les futures cartes des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, ce qui décolonisera considérablement les cartes du nord-ouest du Canada.

Un participant a également fait remarquer qu'une partie du travail toponymique qui a été réalisé dans cette région n'est pas utilisée de quelque manière que ce soit. Certains des défis dans les territoires sont liés à l'accès limité aux ressources dans le Nord, ce qui a une incidence sur les processus des projets de toponymie.

« Le manque de connexion Internet rend ce travail difficile au Nunavut. La collecte de données et les programmes qui reposent sur une connexion Internet deviennent compliqués à utiliser. »

Les capacités en matière de cartographie et de SIG sont insuffisantes, et une partie du travail doit être effectuée dans le Sud en raison du manque de ressources. Les participants ont exprimé le désir de voir les membres provinciaux et territoriaux de la CTC s'engager à faire en sorte que les communautés nordiques et éloignées aient accès aux ressources dont elles ont besoin pour entreprendre des activités toponymiques. Une autre question porte sur la diffusion de ce travail et l'importance de le mettre à la disposition des communautés qui disposent d'un accès limité à Internet.

Enfin, malgré une volonté générale de travailler avec la CTC et les autorités territoriales de dénomination de lieux, plusieurs participants ont exprimé une certaine hésitation à partager des noms de lieux avec des institutions coloniales.

« Si ces noms doivent apparaître sur des cartes, vont-ils rester sur une étagère quelque part? J'aurais une certaine réticence [à les partager]. »

Les participants ont estimé que la CTC devait démontrer qu'elle utiliserait ces connaissances à bon escient avant qu'ils puissent se sentir à l'aise de partager des informations toponymiques avec elle.

Projets toponymiques sélectionnés dans les territoires

- *Atlas des noms de lieux et des récits des Gwich'in* : Il s'agit d'un atlas interactif en ligne qui permet aux utilisateurs d'explorer la culture, l'histoire, les connaissances traditionnelles et l'utilisation des terres des Gwich'in par le biais des noms de lieux gwich'in. L'atlas comprend également un ensemble de 22 cartes topographiques du SNRC répertoriant les terres traditionnelles des Gwich'in dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon (sur lesquelles figurent 900 noms traditionnels) et une carte murale affichant un sous-ensemble de noms. Cette recherche sur les noms de lieux et l'histoire orale, menée pendant 23 ans, a été le fondement de nombreuses autres recherches entreprises par l'Institut social et culturel gwich'in. Elle a permis de dresser, pour le Conseil tribal des Gwich'in, un inventaire complet du patrimoine des terres visées par des règlements, de protéger les sites patrimoniaux importants dans le cadre du plan d'aménagement du territoire des Gwich'in, d'identifier de nouveaux sites archéologiques, et de désigner huit nouveaux sites du patrimoine territorial et un nouveau site historique national.

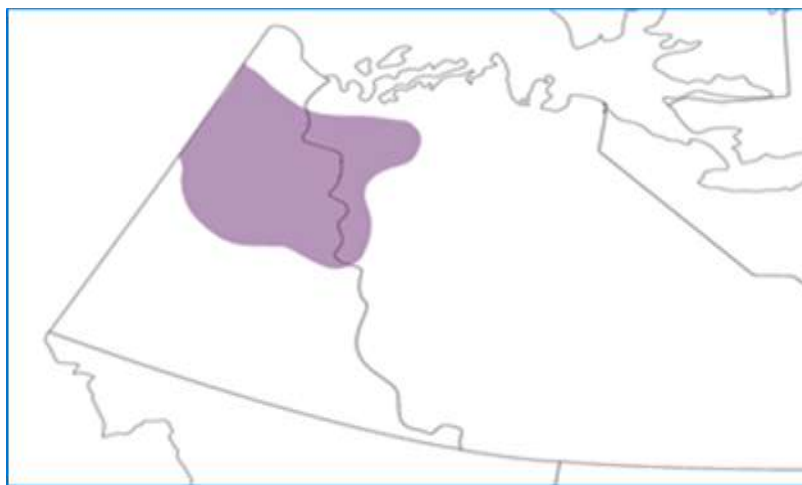


Image.5 Aire approximative où la langue gwich'in est parlée

Au fil des ans, la recherche sur les toponymes a également entraîné des changements dans la signalisation le long des routes, comme la route de Dempster, ainsi que dans les communautés et dans les parcs territoriaux. L'atlas a été créé en partenariat avec le Centre de recherches en géomatique et cartographie de l'Université Carleton, et les cartes ont été élaborées en partenariat avec MDT Communications Ltd. Cette initiative a fait appel à des participants de l'Institut social et culturel gwich'in, à des aînés gwich'in et à des utilisateurs

traditionnels du territoire vivant dans les communautés des régions visées par les ententes sur les revendications territoriales des Gwich'in, soit Aklavik, Fort McPherson, Inuvik et Tsiigehtchic. <https://atlas.gwichin.ca/index.html> / <https://gwichin.ca/publications/gwichin-atlas-place-names-maps-and-narratives>

- *Atlas des toponymes de la région de Kitikmeot (Société du patrimoine du Kitikmeot)* : L'atlas des toponymes de la région de Kitikmeot a été créé dans le but de consigner les noms de lieux traditionnels inuktitut et inuinnaqtun, y compris leurs prononciations, leurs significations et les traditions orales qui y sont associées. Ce projet est une collaboration entre la Société du patrimoine du Kitikmeot et le Centre de recherches en géomatique et cartographie de l'Université Carleton.
<https://atlas.kitikmeotheritage.ca/index.html?module=module.about>
- *Atlas de la cinquième expédition de Thulé (Société du patrimoine du Kitikmeot)* : L'atlas de la cinquième expédition de Thulé est une compilation visuelle des archives d'une expédition anthropologique danoise menée entre 1921 et 1924. Ce projet « a pour but de créer un atlas multimédia interactif en vue de la restitution numérique des connaissances culturelles inuites recueillies par la cinquième expédition de Thulé » [traduction]. <https://thuleatlas.org/index.html?module=module.project>
- *Programme de toponymie (Inuit Heritage Trust)* : Le programme de toponymie de l'Inuit Heritage Trust est un projet s'étendant sur plusieurs décennies et visant à documenter les noms de lieux traditionnels inuits. Ses objectifs sont de documenter la connaissance des noms de lieux traditionnels sur des cartes topographiques et thématiques, et d'officialiser ces noms traditionnels. <http://ihti.ca/eng/place-names/pn-index.html>.
- *Projet Dakéyi (notre pays) – Sites patrimoniaux et noms de lieux (Premières nations de Champagne et d'Ashishak)* : Ce projet, dont l'objectif était de documenter et de protéger l'histoire du territoire et de travailler à l'officialisation des noms qui s'y rattachent, a mené à la création d'une grande carte montrant les établissements traditionnels et les anciens sentiers pédestres. <https://cafn.ca/government/departments/language-culture-heritage/heritage-sites-place-names/>
- *Projet mené dans le cadre de l'initiative « Tracking Change » dans le Haut Kátł'odeh – Évaluation des connaissances traditionnelles* : Ce projet regroupe une série d'initiatives communautaires visant à documenter les noms de lieux par le biais de recherches menées sur le terrain et au sein de la communauté. Il s'agit d'un exemple d'étude sur les connaissances et les usages traditionnels comportant une dimension toponymique.
<https://trackingchange.ca/projects/>

- *Initiative visant à remplacer les noms de lieux offensants du Yukon par des toponymes autochtones* : Cette initiative prend la forme d'une collaboration entre des communautés autochtones et des dirigeants politiques non-Autochtones pour renommer, en langues autochtones, des lieux dont le nom comporte des termes offensants pour les femmes autochtones. https://www.cbc.ca/news/canada/north/yukon-place-names-indigenous-slur-1.5969761#:~:text=The%20term%20%22squaw%22%20is%20a,and%20S**w%20Point.

Analyse thématique et discussion

Un nombre croissant de personnes, de communautés et d'organisations autochtones à l'échelle du Canada entreprennent des projets en vue de (re)nommer leurs terres traditionnelles. Comme le montrent la documentation et les profils régionaux, les répercussions de la colonisation historique et continue ont entraîné l'effacement des toponymes autochtones dans de nombreuses régions du Canada et ont créé des obstacles à leur restauration. Cependant, au fil du temps, les organisations et les gouvernements du Canada ont réalisé ce que les communautés autochtones savent depuis des temps immémoriaux, à savoir que les toponymes autochtones sont essentiels pour les communautés autochtones du pays, tant par le passé qu'à l'époque actuelle.

Les perspectives, les expériences et les préoccupations exprimées par les personnes qui ont participé à ce projet de recherche confirment ce que suggèrent la littérature et les profils régionaux. Ces éléments ont été regroupés en six thèmes principaux : importance ontologique de la toponymie autochtone; capacités et ressources au sein des communautés autochtones; rôle des personnes, des organisations et des gouvernements non autochtones; connaissance des possibilités, des soutiens et des partenariats potentiels; relation avec la CTC et d'autres institutions de toponymie; et nécessité d'assurer le financement soutenu et à long terme des projets de dénomination des lieux. Ils sont résumés ci-dessous.

Importance ontologique de la toponymie autochtone

Au cours des entrevues, les participants ont tous reconnu l'importance ontologique des noms de lieux pour les communautés autochtones. Par le biais des politiques coloniales consistant à renommer des lieux qui portaient déjà des noms autochtones, la présence des peuples autochtones sur l'île de la Tortue (Amérique du Nord) a été effacée de la vue de la plupart des Canadiens.

« Ces noms étaient présents ici avant moi, avant ma famille, et avant mes ancêtres. Tout avait un nom. Les arbres. Les formes de montagnes. La compréhension du territoire a donné à mes ancêtres la possibilité de le parcourir de manière durable. Chaque emplacement avait un but, car il permettait de désigner un aspect du lieu ou des matériaux qui s'y trouvaient ou qui l'entouraient. »

Les personnes interrogées ont également déclaré que la connaissance et le partage des noms de lieux autochtones permettaient de contrer cet effacement, propagé par des politiques assimilationnistes comme la *Loi sur les Indiens* et les effets néfastes des pensionnats, et de rappeler aux colons l'origine des terres sur lesquelles ils se trouvaient. Par ailleurs, le fait d'être entouré de noms de lieux autochtones aurait pour effet de rappeler de façon constante aux colons canadiens qui sont les gardiens de cette terre.

« Nous voulons que les non-Autochtones connaissent l'origine des terres sur lesquelles ils se trouvent, qu'ils reconnaissent notre histoire et nos peuples. Les noms autochtones mettent en évidence notre présence sur le territoire, afin que les gens sachent que ce sont d'abord nos terres. Et nous voulons que les Canadiens soient fiers de cette présence et de cette histoire. »

En somme, les initiatives de dénomination des lieux reconnaissent les territoires traditionnels et l'histoire des nations autochtones qui ont vécu et prospéré sur ces terres, et qui les ont occupées depuis des temps immémoriaux. Ces projets effectuent un travail de remise en question lorsque les municipalités et les provinces ne sont pas disposées à apporter des changements considérables et à reconnaître la vérité.

Le fait de sensibiliser le public à ces noms de lieux rappelle aux non-Autochtones les nations à qui appartenaient les terres où ils vivent.

Les participants ont également souligné la façon dont les projets de dénomination de lieux soutiennent la revitalisation linguistique au sein des communautés et encouragent les membres à apprendre leur langue. Les projets de dénomination de lieux sont positifs sur le plan culturel pour les membres de la communauté, car ils les aident à voir leur langue documentée. Le fait d'être témoin de l'utilisation de la langue pour documenter des lieux d'une manière culturellement significative et pertinente affirme l'identité culturelle des membres de la communauté. Comme l'a souligné un participant :

« Des pancartes ont été installées sur tout le territoire. Cela rend les membres de la communauté et les aînés fiers de ce qu'ils sont en tant que peuple Quwutsun' et Salish du littoral. »

Il est important pour les communautés autochtones de se réapproprier ces espaces et d'affirmer la présence autochtone sur ces terres. Les participants ont également souligné que les activités toponymiques constituaient un élément central des efforts de préservation et de revitalisation de la langue, puisqu'ils encouragent les membres de la communauté à utiliser leur langue.

« Nous voulons que la langue soit vue. Tous les noms de rue de nos communautés sont dans notre langue. Et les membres de la communauté connaissent ces mots maintenant, parce qu'ils les voient tous les jours. C'est ce que nous voulons développer à plus grande échelle. Pour que les gens voient la langue et l'utilisent. Cela fait partie de notre stratégie d'affirmation de notre territoire traditionnel. »

L'affirmation de la présence autochtone par le biais de projets de dénomination de lieux contribue à accroître l'intérêt à l'égard des langues autochtones et à stimuler leur apprentissage. Si les objectifs à long terme des activités toponymiques sont généralement centrés sur la lutte contre l'effacement colonial des noms de lieux et la revitalisation de la langue, de nombreux participants ont expliqué comment la participation à des projets de

dénomination de lieux peut également avoir des effets positifs pratiques à court terme au sein de leurs communautés.

Citons à titre d'exemple la nécessité de doter les chasseurs autochtones d'outils et de connaissances sur le territoire dans leur langue. La documentation des noms de lieux peut aider les membres de la communauté à connaître la géographie de leurs terres. Au final, toutes ces raisons sont des rappels importants de ce qui devrait motiver le travail de la CTC. Comme l'a déclaré un participant :

« La dénomination des lieux en langue autochtone devient une forme de guérison et de remède pour les membres de la communauté. La langue relie tout à la terre et à la cérémonie. »

Capacités et ressources des communautés autochtones

L'intérêt d'entreprendre des activités toponymiques est présent au sein de nombreuses communautés autochtones à travers le pays. Les participants ont toutefois souligné les difficultés liées à la capacité de leur communauté à réaliser ce type d'initiative. D'importants investissements de temps, d'énergie et de ressources sont souvent nécessaires pour entreprendre ces projets, et les communautés autochtones ne sont pas forcément toutes en mesure de les gérer. En outre, un participant a mentionné que l'une des contraintes à la recherche sur les toponymes autochtones est liée au nombre limité de membres de la communauté capables d'écrire dans leur langue en respectant les normes orthographiques de celle-ci.

Le manque de capacités au sein des communautés peut également être dû au fait que d'autres besoins et projets immédiats ont préséance sur les initiatives de dénomination des lieux. Les participants ont évoqué d'autres problèmes plus urgents, comme l'accès à l'eau potable, qui devaient être réglés de façon prioritaire avant que les communautés ne puissent entreprendre des recherches toponymiques. S'il est évident que les communautés autochtones accordent une grande valeur à leurs toponymes et s'engagent à travailler en vue de les restaurer, ce travail n'est pas prioritaire par rapport à certains besoins urgents de la communauté.

« Le problème avec ce type de travail, c'est que les communautés autochtones ont toujours besoin d'aide pour renforcer leurs capacités. Il existe une double relation pour soutenir ces projets. Il faut donner à la communauté les moyens de créer la recherche qu'elle souhaite créer, tout en lui apportant un soutien sous une forme ou une autre. »

En définitive, les personnes interrogées souhaitaient que la CTC réponde à ces préoccupations en offrant aux communautés un soutien et un financement pour qu'elles puissent entreprendre cette recherche. Bien que la CTC ne fournisse pas actuellement de financement pour les projets de dénomination de lieux, elle pourrait envisager d'aider les collectivités à coordonner

leurs efforts en vue d'obtenir des fonds d'autres sources. Un autre thème concernant les capacités des communautés et soulevé à plusieurs reprises par les participants comme constituant un obstacle pour les communautés qui entreprennent des activités toponymiques porte sur le manque d'accès fiable à Internet, en particulier parmi les communautés les plus éloignées et du Nord. Ces difficultés ont été évoquées par de nombreux participants de ces régions, qui ont exprimé à quel point il était difficile de composer avec un accès à Internet peu fiable, et comment le fait de devoir compter sur des personnes ou des organisations du Sud était à la fois coûteux et chronophage. La réalisation de bon nombre de ces projets toponymiques peut prendre des années, voire des décennies, et le coût de l'externalisation de la gestion des données est astronomique.

Rôles des personnes, organisations et gouvernements non autochtones

Dans de nombreuses communautés, les non-Autochtones ont occupé par le passé et continuent d'occuper des postes de direction dans le cadre des activités toponymiques ou de dénomination des lieux. Il arrive fréquemment que des toponymistes ou des géographes non autochtones soient engagés par les communautés autochtones pour diriger les aspects techniques de ces projets. On recense également une quantité importante d'activités toponymiques qui sont réalisées en dehors des communautés autochtones, mais souvent en partenariat avec elles. Ce travail est entrepris par des organismes à but non lucratif, des institutions sociales et culturelles, des établissements d'enseignement postsecondaire et des gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux.

Les participants ont souligné la nécessité que les projets soient élaborés et mis en œuvre par les communautés autochtones, ces dernières devant s'approprier les connaissances, les données et les recherches qui sont menées et partagées. Les participants ont également souligné qu'il est important que ces projets prévoient la participation de tous les membres de la communauté, y compris les aînés, les jeunes, les femmes, les locuteurs de la langue, les gardiens du savoir et d'autres personnes.

« Le rôle de ces organisations extérieures serait d'écouter les peuples autochtones et de permettre aux communautés de diriger les projets de dénomination des lieux. »

Plusieurs participants ont par ailleurs estimé que l'exploration de partenariats entre les communautés autochtones et des organisations ou gouvernements non autochtones serait bénéfique :

« Les partenariats peuvent être utiles pour obtenir du financement et présenter des demandes... Lorsqu'une communauté [autochtone] est appuyée par un plus grand nombre d'organisations dans le cadre de projets de dénomination de lieux, elle a plus de ressources à sa disposition. »

Dans l'ensemble, les personnes autochtones interrogées se sont félicitées du travail que les alliés non autochtones accomplissent en partenariat avec elles, mais elles ont néanmoins estimé qu'il fallait veiller à ce que ce travail soit bien fait.

L'aspect numérique de ces projets a été cerné en tant que domaine particulier dans lequel les alliés non autochtones pourraient aider les communautés autochtones dans le cadre des initiatives toponymiques. Comme nous l'avons déjà mentionné, de nombreuses communautés autochtones, en particulier celles des régions éloignées et du Nord, sont confrontées à un manque d'accès fiable à Internet. En outre, l'équipement numérique nécessaire pour entreprendre des activités toponymiques peut être très coûteux, et de nombreuses communautés autochtones ne sont pas en mesure d'en assumer les coûts initiaux. Les alliés ou les organisations non autochtones qui souhaitent travailler avec les communautés autochtones sur des projets de dénomination de lieux devraient envisager de prendre en charge cet aspect du travail, en collaboration avec les communautés autochtones. Dans de nombreux cas, ces partenariats sont déjà en place.

« Les communautés recueillent les informations et décident des noms à utiliser. Nous utilisons notre technologie pour inscrire le nom sur une carte et pour raconter une histoire, sous forme visuelle et orale. Nous devons faire en sorte que la communauté puisse l'exprimer à sa manière. »

Les participants ont également demandé que la CTC les aide à promouvoir de tels partenariats entre les communautés autochtones et les organisations non autochtones.

Plusieurs participants se sont dits inquiets à l'idée de partager avec des organisations non autochtones ou des agences gouvernementales les connaissances associées à ces noms de lieux. Certaines connaissances concernant des détails précis ou l'origine des noms de lieux autochtones peuvent être considérées comme étant des connaissances sacrées que les communautés conservent avec soin et cérémonie. Par conséquent, celles-ci peuvent hésiter à consigner par écrit ou à partager ces connaissances.

Certains participants ont estimé que la CTC devait démontrer qu'elle utiliserait ces connaissances à bon escient avant qu'ils puissent se sentir à l'aise de partager des informations toponymiques avec elle. La CTC et les autres organisations non autochtones doivent être conscientes de ces subtilités et travailler en étroite collaboration avec les communautés et les aînés afin de respecter ce qui peut et ne peut être partagé. Malgré tout, de nombreux participants ont exprimé leur intérêt potentiel à l'égard d'une collaboration entre les communautés autochtones et des organisations, institutions ou gouvernements non autochtones.

« Nous devons travailler ensemble. C'est une étape importante de la réconciliation. Nous ne nous connaissons pas. Il nous faut travailler ensemble, mais la politique nous empêche de le faire. »

Connaissance des possibilités, des soutiens et des partenariats potentiels

Tout au long des entretiens, les participants ont pour la plupart affirmé ne pas connaître le travail de la CTC. À l'exception des personnes qui travaillaient spécifiquement sur des projets de toponymie (la plupart étant allochtones), de nombreux participants interrogés ne connaissaient pas le travail effectué par la CTC et les autorités de dénomination provinciales et territoriales. Cette situation est probablement attribuable à une absence de promotion de la CTC, ou à l'absence de relations entre les communautés et la CTC. Néanmoins, les participants ont souhaité que les autorités de dénomination de la CTC établissent des liens avec leur communauté.

« Le fait de voir la CTC établir des contacts avec les communautés à l'échelle du territoire susciterait de l'enthousiasme. Ces initiatives constitueraient une occasion d'apprentissage pour la communauté et pour les autres. »

Selon les participants, l'engagement et la collaboration soutenus des partenaires sont importants pour la réussite des projets de dénomination de lieux. Si les projets doivent être menés par les communautés autochtones, la collaboration avec des partenaires est essentielle à leur réussite. Sans mécanismes en place pour soutenir la collaboration, l'établissement de relations et les partenariats au niveau du système, les communautés autochtones ne savent pas vers qui se tourner pour obtenir du soutien et des ressources.

De nombreuses communautés qui entreprennent des projets de dénomination de lieux ont établi des partenariats avec le milieu universitaire. Une poignée de participants ont parlé de leurs relations avec les organisations toponymiques provinciales et territoriales, notamment au Québec avec la *Commission de toponymie du Québec*. Les expériences avec ces organisations ont été mitigées, certaines appuyant les projets de façon importante et d'autres ayant constitué des obstacles à la réalisation de projets. Soulignons par ailleurs que certains participants liés à divers ministères fédéraux tels que Transports Canada, Relations Couronne-Autochtone et Affaires du Nord Canada, et Parcs Canada, et ont exprimé le désir de voir des efforts plus concertés ainsi qu'un financement stable et un véritable soutien de la part du gouvernement fédéral. Un participant a indiqué que l'Institut social et culturel gwich'in avait toujours entretenu des relations très positives avec le programme de toponymie du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui était prêt à aider de différentes façons. Par le passé, celui-ci a mis sur pied un programme de financement destiné aux communautés qui souhaitaient effectuer des recherches sur les noms de lieux.

Les personnes interrogées souhaitent notamment que la CTC s'associe aux communautés autochtones pour faciliter des rassemblements où les gardiens du savoir et les aînés pourraient se réunir pour cartographier leurs terres. Bien que de nombreuses communautés autochtones aient entrepris cette démarche de leur propre chef, les participants ont estimé que la capacité et les ressources de la CTC pourraient être utiles pour mener à bien cette initiative.

Relation avec la CTC et d'autres institutions de toponymie

Malgré le fait que les participants n'étaient pas au courant du travail de la CTC, la plupart d'entre eux ont exprimé leur volonté de travailler avec l'organisme, à condition d'être abordés de manière sincère. Ils ont toutefois soulevé plusieurs questions à prendre en considération dans l'éventualité d'un partenariat avec la CTC. Dans l'ensemble, les participants ont signalé qu'une communication honnête entre la CTC et les communautés autochtones était nécessaire pour favoriser une relation fondée sur la confiance et la responsabilité mutuelle :

« À mon avis, la communication est toujours un élément clé. Rencontrez les communautés pour comprendre leurs besoins et leurs priorités. Faites confiance à nos récits oraux et à notre connaissance approfondie de nos communautés. Soyez prêts à ressentir un certain malaise et à vous instruire sur les récits coloniaux que vous avez propagés. »

Les participants ont estimé que le rôle de la CTC devrait être de respecter les droits des Autochtones, les conventions de dénomination locales et les droits associés à la langue. La CTC doit tenir compte des protocoles appropriés pour chaque nation avec laquelle elle travaille.

Les participants ont estimé qu'il était nécessaire que la CTC soit honnête sur son propre rôle au sein d'un gouvernement colonial. Une façon pour la CTC d'explorer son propre rôle au sein de l'État colonisateur canadien serait de publier un énoncé clair reconnaissant que ces terres avaient des noms bien avant l'arrivée des colons et les changements de noms que ces derniers ont apportés.

« Faites savoir sans équivoque que la Commission de toponymie reconnaît le fait que ces terres ont été nommées avant l'arrivée des colons. Selon moi, s'il existait un modèle, celui-ci énoncerait qu'il ne s'agit pas simplement de s'approprier un projet ou une initiative sans y apporter de substance. Si cette collaboration sert uniquement à faire en sorte que le Canada ait l'air progressiste, c'est un peu vide. »

Au final, les personnes interrogées ont déclaré que le rôle de la CTC devrait être de mettre en lumière la vérité concernant les terres sur lesquelles elle se trouve et de sensibiliser les Canadiens quant à l'effacement continu des peuples autochtones. Selon les participants, cela pourrait contribuer à apaiser les inquiétudes des communautés autochtones concernant une

collaboration avec la CTC et favoriser une relation basée sur la confiance et la responsabilité mutuelle.

Les participants ont également exprimé leur inquiétude quant à la longueur du processus d'officialisation d'un nom. Dans certains cas, cette procédure peut prendre des décennies et exiger d'énormes ressources; les communautés doivent être prêtes à y consacrer quantité de temps et d'argent.

« Les processus de dénomination des lieux en Colombie-Britannique peuvent prendre des décennies. Plutôt que d'entreprendre ce long cheminement, la communauté s'est affirmée et a fait valoir ses noms de lieux. La province et le gouvernement canadien doivent s'engager à raccourcir le processus. »

Comme nous l'avons souligné précédemment, de nombreuses communautés autochtones éprouvent des difficultés liées à la capacité d'entreprendre et de poursuivre des projets toponymiques. En plus de s'engager à financer adéquatement les projets à long terme, la CTC devrait envisager un processus plus efficace ou adapté à la culture, afin que les communautés puissent mieux le gérer.

Les participants du Québec ont partagé des expériences uniques de collaboration avec les instances provinciales. Une organisation de cette province a souligné l'importance du soutien accordé par des organisations toponymiques provinciales, notamment la *Commission de toponymie du Québec*, dans le cadre de ses réussites.

« Nous travaillons avec la Commission de toponymie. Nous avons des contrats annuels avec cette entité, et elle continue de nous appuyer. Notre relation avec la CTQ nous permet d'officialiser 200 toponymes par année. [...] Un petit nombre de demandes d'information nous est présenté, environ 50 noms à la fois. Nous sommes une organisation à but non lucratif, donc cela nous permet d'entreprendre ce travail petit à petit. »

Enfin, un participant qui avait travaillé avec les autorités provinciales responsables de la dénomination des lieux a souligné ce qu'il considérait comme une double norme entourant l'officialisation des toponymes autochtones.

« Ce que nous avons trouvé le plus exaspérant est le fait que pour qu'un nom de lieu soit reconnu ou accepté, il doit comporter [...] une limite géographique exacte. C'est très réducteur et c'est un peu difficile pour les aînés de s'y retrouver. S'il s'agit d'une colline, où s'arrête-t-elle? Dois-je tracer une ligne autour de la base? Il s'agit toutefois d'une obligation dans le cadre du processus. L'ironie de la chose, c'est que lorsque ces endroits ont été nommés, rien de tout cela n'a été fait. Mais il incombe désormais aux

Premières Nations de faire ce travail, ce qui constitue en quelque sorte un double standard. »

La CTC pourrait envisager d'adopter une approche plus fluide quant à la façon dont les noms de lieux géographiques sont définis, afin qu'elle corresponde davantage à la façon dont les communautés autochtones interprètent leur relation avec leur terre.

Nécessité d'assurer le financement soutenu et à long terme des projets de dénomination des lieux

La quasi-totalité des personnes interrogées a mentionné que le manque de financement durable à long terme constituait un obstacle à la réussite des projets de dénomination de lieux. Sans financement adéquat, il est impossible pour de nombreux projets de dénomination des lieux de prévoir l'embauche et le maintien en poste de personnel ou l'achat de l'équipement nécessaire.

En outre, l'absence de financement durable à long terme limite les recherches pouvant être menées et affecte tous les aspects de la mise en œuvre des projets. Les participants ont constaté que les projets peuvent être longs, incomplets ou moins rigoureux en raison du manque de financement.

Dans certains cas, les participants ont indiqué que des travaux de toponymie avaient déjà été effectués, notamment la compilation des noms de lieux locaux par les aînés, mais ont expliqué qu'ils ne disposaient pas des fonds nécessaires pour poursuivre ces projets.

« Nous avons enregistré tous les entretiens réalisés auprès des aînés [sur les noms de lieux] il y a plus de 20 ans, et nous avons toujours les bandes. Nous voulons que ces informations soient accessibles au public et nous aimerions travailler avec quelqu'un pour transcrire ces informations, mais cela n'a pas été fait. Nous avons besoin de capacités et de financement pour le faire. »

Cela démontre que l'intérêt et l'expertise existent pour la réalisation de projets toponymiques, mais que leur réussite nécessite un financement soutenu et à long terme pour réussir.

Taxonomie des projets

Les projets de dénomination de lieux autochtones peuvent être complexes et difficiles à mener à bien avec des ressources limitées. C'est pourquoi il est essentiel d'établir des relations avec des institutions et organisations culturelles, des établissements d'enseignement postsecondaire et les gouvernements municipaux, provinciaux ou territoriaux afin que ceux-ci puissent aider les communautés autochtones. Dans le cadre de ce projet, des entretiens ont été réalisés avec des personnes autochtones, des représentants de communautés autochtones ainsi que des Autochtones et des non-Autochtones qui collaboraient avec des institutions culturelles, des gouvernements municipaux, provinciaux ou territoriaux et des établissements d'enseignement postsecondaire. Plusieurs thèmes correspondant aux classifications établies ont été notés par les chercheurs et sont explorés ci-dessous.

Projets menés par des communautés autochtones

Les participants associés aux communautés autochtones ignoraient en grande partie le travail de la CTC et des autorités de dénomination provinciales et territoriales. Ils ont mentionné un certain nombre d'objectifs à court terme liés à leur travail, notamment la nécessité de doter les chasseurs d'outils et de connaissances sur le territoire dans leur langue, ainsi que la revitalisation et la conservation de la langue. Ils étaient également motivés par des objectifs plus larges et à plus long terme, notamment la réaffirmation de la présence autochtone sur le territoire et la sensibilisation des colons quant à l'origine des terres sur lesquelles ils vivent. Dans certains cas, ces projets consistaient à renommer un lieu qui comportait une terminologie offensante. Les participants aux projets menés par des communautés autochtones souhaitaient que la CTC mette davantage l'accent sur l'établissement de relations et le financement durable. Ils souhaitaient également s'assurer que ces projets étaient dirigés par les communautés autochtones et que celles-ci conservent la propriété des connaissances, des données et des recherches menées et partagées, afin de respecter la souveraineté des Autochtones en matière de données géospatiales et la préservation des systèmes de savoir traditionnel autochtone (STA) et des connaissances écologiques traditionnelles (CET).

Projets en partenariat avec des institutions et organisations culturelles

Les institutions et organisations culturelles qui s'engagent dans des initiatives de dénomination de lieux ont absolument besoin du soutien des communautés autochtones. Ce sont souvent ces institutions et organisations culturelles qui soutiennent les projets et fournissent les ressources et l'aide nécessaires à la réalisation de la recherche. Ce soutien peut prendre diverses formes telles que l'organisation de séances de consultation communautaires, la fourniture d'outils permettant aux utilisateurs du territoire de maintenir les noms de lieux en vie par la publication et la distribution de cartes toponymiques, la collecte et la protection des données, la mise à

disposition de toponymistes et de chercheurs, et le renforcement des capacités pour entreprendre les recherches.

Les participants qui travaillaient pour des institutions et des organisations culturelles reconnaissent l'importance de redonner aux lieux coloniaux leurs noms autochtones traditionnels ou, dans certains cas, de changer complètement les noms de lieux afin qu'ils soient significatifs et pertinents pour les communautés autochtones contemporaines. Les participants de ces organisations sont habituellement conscients que les noms de lieux attribués par les colons étaient une façon d'effacer les liens qui unissaient les peuples autochtones à la terre et à l'eau. Par conséquent, les participants qui travaillaient pour des institutions culturelles étaient en grande partie motivés par le désir de préserver les noms de lieux autochtones avant qu'ils ne soient perdus, et reconnaissaient d'autres avantages aux projets de dénomination de lieux, comme la revitalisation de la langue.

Lorsqu'il s'agit de collaborer avec les communautés autochtones dans le cadre de projets de dénomination de lieux, les institutions et organisations culturelles ont démontré l'importance de la confiance et de l'établissement de relations. L'approche des communautés autochtones concernant les projets de recherche doit se faire de façon consciente et avec une volonté d'écoute. Les participants qui collaboraient avec des institutions et organisations culturelles ont noté que les données toponymiques ne sont pas toutes rendues publiques. La recherche a mis en évidence des projets qui ont nécessité des années, parfois même des décennies de travail, et dont les données sont uniquement accessibles aux communautés participant aux projets de dénomination des lieux.

Projets en collaboration avec des établissements d'enseignement postsecondaire

Parallèlement aux collaborations avec les institutions et organisations culturelles, des collaborations sont menées avec des établissements d'enseignement postsecondaire. Les établissements d'enseignement postsecondaire peuvent offrir un soutien tels que des assistants de recherche, la collecte de données, la rédaction de demandes de subvention, l'accès à des instruments technologiques tels que des plateformes géospatiales interactives, et une expertise en cartographie (numérique ou traditionnelle). Ils peuvent également permettre à d'autres réseaux potentiels de contribuer à un projet donné. Dans le cadre de ces projets de dénomination de lieux réalisés en collaboration avec des établissements d'enseignement postsecondaires, les étudiants et les professeurs autochtones ont la possibilité de travailler collectivement avec les communautés autochtones. Cependant, il est important que les principes énoncés dans les principes de PCAP® (propriété, contrôle, accès et possession) soient appliqués lors de toute recherche impliquant des communautés autochtones. Les principes de PCAP® garantissent que la recherche et les données sont détenues, contrôlées et gérées par les communautés des Premières Nations ou les organisations autochtones.

Projets parrainés par des gouvernements non autochtones

Comme l'ont souligné les partenaires des projets de dénomination des lieux, il existe des cas où des gouvernements non autochtones ont parrainé et financé la recherche sur la dénomination des lieux. Les participants ont également mentionné que certaines provinces et certains territoires reconnaissent les noms de lieux autochtones par le biais de traités conclus avec les communautés et les Premières Nations.

Parcs Canada, en tant qu'entité affiliée à un gouvernement non autochtone, participe activement à des projets de dénomination de lieux en collaboration avec des institutions et des organisations culturelles, des établissements d'enseignement postsecondaire et des communautés autochtones. Comme le précise son site Web :

« Parcs Canada a accordé la priorité à l'établissement de relations positives avec les peuples autochtones et s'est engagé à mettre en place un réseau national de sites patrimoniaux qui mettent en valeur la contribution des peuples autochtones, leurs histoires et leurs cultures, ainsi que les liens et les relations particulières que les peuples autochtones entretiennent avec les terres et les eaux de leurs territoires ancestraux. »
(Parcs Canada, 2020)

PROCHAINES ÉTAPES

Partout où les colons canadiens vivent, travaillent et se divertissent, ils se trouvent sur les terres des peuples autochtones. Cette présence n'est pas toujours visible, en raison des idéologies, des processus et des pratiques coloniales historiques et actuels qui ont éloigné et effacé les peuples autochtones de leurs terres. Au cours des derniers siècles, les cours d'eau, les rivières, les montagnes et les terres ont été renommés pour refléter la culture et l'histoire des personnes qui ont colonisé des territoires qui étaient habités par les peuples autochtones depuis des temps immémoriaux et qui continuent de l'être. Ces lieux portaient pourtant des noms significatifs sur le plan culturel et spirituel, liés aux connaissances environnementales et écologiques des Autochtones, aux renseignements de navigation et à leur relation avec la terre.

Au cours des dernières décennies, des commissions et des enquêtes telles que la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA), la Commission de vérité et réconciliation (CVR) et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) ont mis en lumière l'horreur du génocide canadien. À l'heure où des efforts de réconciliation et de décolonisation sont entrepris, les initiatives de mise en valeur et de revitalisation de la culture et de la langue, y compris le rétablissement des noms de lieux autochtones, bénéficient d'un soutien croissant.

La CTC a un rôle important à jouer en soutenant les initiatives des groupes autochtones dans leurs efforts pour restaurer les noms de lieux traditionnels. Dans le cadre de cette étude, les participants ont été invités à donner leur avis sur la manière dont les gouvernements et les organisations telles que la CTC peuvent soutenir de manière réelle, appropriée et efficace, les nouvelles initiatives et celles qui sont en cours d'exécution. Les informations recueillies lors de cette étude ont permis de formuler les recommandations suivantes concernant la toponymie autochtone, toutes étant issues d'une analyse approfondie des réponses données par les participants aux entretiens :

1. **Établir des relations** avec les communautés, les nations et les gouvernements autochtones.

Avant de nouer des partenariats avec les communautés autochtones, les représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux de la CTC devraient déployer des efforts concertés en vue d'établir des relations avec les membres des communautés, les gardiens du savoir et les dirigeants des communautés autochtones. Ce processus nécessitera un engagement soutenu, de la transparence, du respect, des investissements et du temps, et ne doit pas présupposer d'attentes quant au résultat du processus d'établissement de relations.

2. **Développer des partenariats de collaboration** avec les nations autochtones locales et travailler avec elles pour rétablir les toponymes autochtones.

Conformément aux principes d'établissement de relations énoncés ci-dessus, les représentants provinciaux et territoriaux de la CTC devraient établir des partenariats officiels avec les nations et les communautés autochtones qui souhaitent entreprendre des initiatives de dénomination de lieux autochtones. Ces partenariats doivent être fondés sur les priorités des communautés, et les communautés autochtones doivent demeurer les principales entités chargées de déterminer l'orientation des initiatives. À ce titre, les rôles de tous les partenaires doivent être clairement définis, de manière à ce que les partenaires autochtones puissent diriger ces initiatives.

3. **Élaborer des politiques et des processus clairs** qui conduisent à la reconnaissance des noms de lieux autochtones.

Les membres de la CTC devraient élaborer des politiques, des processus et des procédures claires qui guideront les communautés autochtones dans leurs activités de dénomination des lieux. De plus, la CTC doit s'assurer de faire connaître ces processus ainsi que les possibilités et les soutiens offerts.

4. **Plaider pour une collaboration** entre les secteurs et les différents paliers de gouvernement.

Les membres de la CTC devraient aider à mettre en place un processus transparent et coordonné permettant aux communautés autochtones d'entreprendre des activités toponymiques. Pour ce faire, elle devra favoriser la collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et accompagner les communautés tout au long du processus.

5. **Créer des possibilités d'apprentissage et de formation** afin de renforcer les capacités des communautés.

Les membres de la CTC devraient soutenir le renforcement des capacités des communautés autochtones par le biais d'ateliers, de formations, d'activités de mentorat et de possibilités d'apprentissage avec des experts et des organisations, afin d'aider les nombreuses communautés confrontées à des défis liés à leur capacité d'assumer des tâches supplémentaires.

6. **Fournir aux communautés des ressources et un financement adéquats et flexibles.**

Les gouvernements devraient reconnaître leur responsabilité fiduciaire de financer les efforts entrepris par les communautés en vue d'entreprendre des activités toponymiques afin de remédier aux répercussions des politiques et des lois coloniales qui ont cherché à éradiquer les toponymes autochtones.

7. **Reconnaître et promouvoir** l'importance de la toponymie autochtone.

Les membres de la CTC devraient promouvoir les initiatives existantes et encourager l'utilisation de toponymes autochtones établis en les intégrant aux politiques portant sur les noms de lieux autochtones ainsi qu'aux cartes et aux panneaux de signalisation à l'échelle fédérale, provinciale, des territoires et municipale.

La mise en œuvre de ces recommandations exigera un travail continu, une collaboration et la défense des intérêts à tous les niveaux, et conduira à long terme à la restauration des noms de lieux autochtones et à la revitalisation des langues et des cultures autochtones. Compte tenu de l'histoire du Canada, il s'agit d'efforts que tous ont la responsabilité de soutenir.

RÉFÉRENCES

- Agence Parcs Canada, Gouvernement du Canada. « Parcs Canada », août 2020, <https://www.pc.gc.ca/fr/index>.
- Aporta, C. et coll. « The Gwich'in Atlas: Place Names, Maps, and Narratives » (en anglais) dans *Developments in the Theory and Practice of Cybercartography*, deuxième édition, D.R. Fraser Taylor, Série Mercury, Service canadien d'ethnologie, doc. No 136, Musée canadien des civilisations.
- Australian Broadcasting Corporation. *This Place* (en anglais), s.d., <https://iview.abc.net.au/show/this-place>.
- Battiste, M. « Indigenous Knowledge: Foundations for First Nations » (en anglais), *International Journal of Indigenous Educational Scholarship*, n° 1 (2005), p. 1-12.
- Buggey, S. *Une introduction à l'étude des paysages culturels autochtones*, Commission des lieux et monuments historiques du Canada, https://publications.gc.ca/collections/collection_2016/aanc-inac/R62-467-1999-fra.pdf.
- Carlson, K., et A. J. McHalsie. *A Sto:Lo Coast Salish Historical Atlas* (en anglais), Douglas McIntyre, 2001.
- Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations. Les principes de PCAP® des Premières Nations, 26 février 2021, <https://fnigc.ca/fr/les-principes-de-pcap-des-premieres-nations/>.
- Centre Mi'kmaq-Wolastoqey de l'Université du Nouveau-Brunswick. « Languages and Landscapes » (en anglais), s.d., <https://www.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=96f758a4708b4fd1999d6b1ddba62a46>.
- Champoux, G. J. « Toponymy and Canadian Arctic Sovereignty » (en anglais), *Review of Historical Geography and Toponomastics*, vol. 7, n° 13-14 (2012), p. 1-28.
- Corbiere, A., D. McGregor et C. Migwans. *Anishinaabewin Niizh : culture movements, critical moments, 2011 : a selection from the proceedings of the 2011 Anishinaabewin Niizh multidisciplinary culture conference, held in Sudbury, Ontario* (en anglais), 2012.
- Davidson-Hunt, I. et F. Berkes. « Learning as You Journey: Anishinaabe Perception of Socio-ecological Environments and Adaptive Learning » (en anglais), *Ecology and Society*, vol. 8 (2003), <https://www.ecologyandsociety.org/vol8/iss1/art5/>.
- Garde, M. « Doing things with toponyms: The pragmatics of placenames in Western Arnhem Land » (en anglais), dans I. D. Clark, L. Hercus et L. Kostanski (éditeurs), *Indigenous and Minority Placenames: Australian and International Perspectives*, Australian National University Press, (2014), p. 97-121.

- Gouvernement du Canada. « Bungee, Bungi » (en anglais), 28 février 2020, <https://www.noslangues-ourlanguages.gc.ca/fr/writing-tips-plus/bungee-bungi.html>.
- Gray, C., et D. Ruck, D. *Reclaiming Indigenous Place Names*, Yellowhead Institute (en anglais), 8 octobre 2019, <https://yellowheadinstitute.org/2019/10/08/reclaiming-indigenous-place-names/>.
- Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques. *Toponymy Training Manual* (en anglais), s.d., <https://unstats.un.org/unsd/geoinfo/ungegn/docs/Training%20Manual.pdf>.
- Groupe en éthique de la recherche. « Chapitre 9 : Recherche impliquant les Premières Nations, les Inuits ou les Métis du Canada », Gouvernement du Canada, 2018.
- Heine, M. *That River, it's like a highway for us: The Mackenzie River through Gwichya Gwich'in history and culture* (en anglais), Nomination de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada, Institut social et culturel gwich'in, 1997, [The Mackenzie River through Gwichya Gwich'in history and culture](#).
- Ibrahim, H. « Wolastoqiyik people hold river 'reclaiming' ceremony » (en anglais), CBC, 24 juin 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/wolastoqiyik-river-wolastoq-st-john-renaming-1.4719808>.
- Indigenous Corporate Training Inc. « The Relationship between Indigenous Peoples and Place Names » (en anglais), 16 février 2016, <https://www.ictinc.ca/blog/the-relationship-between-indigenous-peoples-and-place-names>.
- Koch, H. et L. Hercus, L. (éditeurs). *Aboriginal Place Names: Naming and Renaming the Australian Landscape* (en anglais), Australian National University Press, 2009.
- Kovach, M. *Indigenous Methodologies: Characteristics, Conversations, and Contexts* (en anglais), University of Toronto Press, 2010.
- Kritsch, I, A. Andre et B. Kreps. « Gwichya Gwich'in Oral History Project » (en anglais), dans *Bridges Across Time: The NOGAP Archaeology Project* », Jean-Luc Pilon (éd), p. 5-13, Association canadienne d'archéologie, cahier no 2 (1994), <https://gwichin.ca/publications/gwichya-gwichin-oral-history-project>.
- L'nuey. *Epekwithk Place Names* (en anglais), 2021, <https://lnuey.ca/resources/education-and-reconciliation/>
- Mi'kmaw Place Names. *Ta'n Weji-sqalia'tiek* (en anglais), 2019, <http://mikmawplacenames.ca/>.
- Murphyao, A., et K. Black. « Unsettling Settler Belonging: (Re)naming and Territory Making in the Pacific Northwest » (en anglais), *American Review of Canadian Studies*, (2015) p. 1-17.
- Native Land. s.d., <https://native-land.ca/>.

Nunatop. *Inuit Place Names Maps* (en anglais), 2020, www.nunatop.com/.

Peplinski, L. *Not an Empty Wasteland: Place names in Canada's North*. in *Names in Multi-Lingual, Multi-Cultural and Multi-Ethnic Contact: Proceedings of the 23rd International Congress of Onomastic Sciences, August 17-22, 2008* (en anglais), Édité par W. Ahrens, S. Embleton et A. Lapiere. Université York, Toronto, 2009.

Peplinski, L. « Toponymes », Atlas des peuples autochtones du Canada, s.d., <https://atlasdespeuplesautochtonesducanada.ca/article/toponymes/>.

Première Nation innue de Sheshatshiu. *Pepamuteiati nitassinat* (en anglais), s.d., <https://www.innuplaces.ca/introduction.php?lang=en>.

Prince of Wales Northern Heritage Centre. « Traditional Names of the Big River » (en anglais), 26 août 2015, <https://www.pwnhc.ca/traditional-names-of-the-big-river/>.

Qalipu Place Names. « Ktaqmkuk Mi'kmaq Place Names Project » (en anglais), Premières nations Qalipu, 2018, <https://qalipu.ca/ktaqmkuk-mikmaq-place-names-project-please-contribute-your-photos-videos-and-stories-to-our-new-interactive-map/>.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. *Ententes sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale au Yukon – Rapport annuel 2011-2012*, 19 décembre 2017, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1476705443926/1542808804969>.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. *Traités et ententes*, 11 septembre 2018, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100028574/1529354437231>.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. *Mise en œuvre des traités modernes et des ententes sur l'autonomie gouvernementale*, s.d., https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/DAM/DAM-CIRNAC-RCAANC/DAM-TAG/STAGING/texte-text/treaties-agreements_prov-annual-report-2015-2018_1573224351034_fra.pdf.

Ressources naturelles Canada. « Une carte interactive met à l'honneur les noms de lieux autochtones au Canada », 21 juin 2019, <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2019/06/une-carte-interactive-met-a-lhonneur-les-noms-de-lieux-autochtones-au-canada.html>.

Ressources naturelles Canada. *Toponymes du Canada*, 27 mars 2020, https://www.rncan.gc.ca/cartes-outils-et-publications/cartes/toponymes-canada/10804?_ga=2.10438645.1104946872.1625164680-506940430.1621255149.

Ressources naturelles Canada. « Noms de lieux autochtones », 8 avril 2020, https://www.rncan.gc.ca/sciences-de-la-terre/geographie/noms-de-lieux-autochtones/19740?_ga=2.40792034.1104946872.1625164680-506940430.1621255149.

- Ressources naturelles Canada. « Commission de toponymie du Canada », 18 mai 2021, https://www.rncan.gc.ca/sciences-de-la-terre/geographie/commission-de-toponymie-du-canada/commission-toponymie-canada/9175?_ga=2.83690454.1104946872.1625164680-506940430.1621255149.
- Ross, H. *Étude des politiques sur les toponymes en langues autochtones au Canada*, Onzième conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, août 2017, https://unstats.un.org/unsd/geoinfo/ungegn/docs/11th-uncsgn-docs/E_Conf.105_98_CRP.98_10_20170706%20%C3%89tude%20des%20politiques%20sur%20les%20toponymes%20en%20langues%20autochtones%20au%20Canada_fr.pdf.
- Rose-Redwood, R. « Reclaim, Rename, Reoccupy: Decolonizing Place and the Reclaiming of PKOLS » (en anglais), *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 15, n° 1 (2016), p. 187-206. Tiré de <https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1215>.
- Sylx Place Names. « Place Names » (en anglais), Okanagan Nation Alliance, 2017, www.sylx.org/projects/place-names/.
- Taylor, D. R. Fraser, Erin Anonby, Kumiko Murasugi (éd.). *Further Developments in the Theory and Practice of Cybercartography: International Dimensions and Language Mapping* (en anglais), New York, Elsevier, 2019.
- Thornton, T. F. « Anthropological Studies of Native American Place Naming » (en anglais), *American Indian Quarterly*, vol. 21, n° 2 (1997), p. 209-228.
- Underwood, C. « First Nations woman to launch a travel app that features Blackfoot historical sites in Canada & U.S. » (en anglais), CBC News, 27 février 2021, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/souta-calling-blackfoot-travel-app-1.5928831>.
- University of Alberta Faculty of Law. « What's in a Name? Renaming and Reclaiming of Indigenous Space » (en anglais), Université de l'Alberta, 9 novembre 2018, <https://ualbertalaw.typepad.com/faculty/2018/11/whats-in-a-name-renaming-and-reclaiming-of-indigenous-space-.html>.
- University of Victoria Faculty of Human and Social Development. *Protocols & Principles For Conducting Research in an Indigenous Context* (en anglais), 2013, p. 1-9, <https://www.uvic.ca/hsd/research/igovprotocol.pdf>.
- Wafer, J. (2014). « Placenames as a guide to language distribution in the Upper Hunter, and the landnám problem in Australian toponomastics » (en anglais), dans I. D. Clark, L. Hercus et L. Kostanski (éditeurs), *Indigenous and Minority Placenames: Australian and International Perspectives*, p. 57-81. Australian National University Press, 2014.
- Wilson, S. « What is an Indigenous Research Methodology? » (en anglais), *Canadian Journal of Native Education*, vol. 25(2), (2001), p. 175-179.

Wilson, S. *Research is Ceremony: Indigenous Research Methods* (en anglais). Fernwood Publishing, 2008.

Yukon Geographical Place Names Board. « *About the Yukon Geographical Place Names Board* » (en anglais), 2018, <https://yukonplacenames.ca/>.

ANNEXE A : GUIDE D'ENTRETIEN (PHASES 1 ET 2)

Les noms de lieux ont une grande importance historique et contemporaine pour les communautés autochtones. Les noms de lieux jouent un rôle important au sein des cultures autochtones car ils sont le reflet des récits de la création, de l'histoire et des enseignements, ainsi que d'importants marqueurs d'informations de navigation, de connaissances environnementales et écologiques. Ils peuvent transmettre des informations sur la relation que les habitants entretiennent avec le territoire, ou même, signaler des lieux dangereux, stupéfiants, ou de rassemblement.

La Commission de Toponymie du Canada (CTC) est l'organisme national de coordination des toponymes officiels. Les membres fédéraux, provinciaux et territoriaux de la CTC travaillent avec des groupes autochtones dans leurs efforts pour restaurer les noms de lieux traditionnels. Les nations autochtones au Canada participent activement aux efforts d'identification, de recherche et de compilation des noms de lieux traditionnels locaux. Ces recherches visent à mieux comprendre les communautés qui participent à ces activités de dénomination ainsi que leur degré de familiarité et leur volonté de travailler avec la CTC.

Nous aimerions vous poser quelques questions sur les efforts de votre communauté pour identifier, rechercher et compiler les noms de lieux traditionnels locaux

Section 1 : Détails sur les communautés autochtones

Instructions : Au cours de cette première section, nous vous poserons quelques questions d'ordre général sur votre communauté.

1. Quel est le nom de la ou des communautés qui participent à des projets de dénomination de lieux ?
2. Quelle est l'instance de décision culturelle de la communauté (niveau communautaire ou agences régionales ou tribales) ?
3. Quelle est la langue et le dialecte parlés ?

Section 2 : Détails du projet de toponymie

Instructions : L'objectif de cette section est d'obtenir quelques détails sur les activités de dénomination de lieux auxquelles votre communauté participe. Pour plus de clarté, cette section ne demandera aucun détail sur les connaissances autochtones concernant l'origine ou l'importance des noms de lieux. En tant que chercheurs, nous comprenons que certains détails ou certaines histoires concernant les noms de lieux autochtones peuvent être considérés comme des connaissances sacrées qui sont conservées par les gardiens du savoir avec soin et

respect des protocoles cérémoniels. En outre, nous comprenons que demander l'accès à ces informations risquerait de violer certains protocoles de recherche des communautés autochtones, alors nous nous en tiendrons donc qu'aux informations générales concernant les projets existants.

4. Quel est le nom du ou des projets ?
 - a. Y a-t-il plusieurs projets auxquels votre communauté est actuellement impliquée ou a été impliquée au cours des dix dernières années ?
5. Quelle est la zone géographique couverte par le projet ?
6. Le(s) projet(s) peuvent être en cours ou, avoir été mené(s) au cours des dix dernières années.
 - a. Quand le projet de recherche a-t-il été mené ?
 - b. Le projet a-t-il été achevé ?
7. Quelle méthodologie et approche de recherche a/ont été choisie pour ce(s) projet(s) ?
 - b. Comment les noms de lieux et les connaissances culturelles ont-ils été identifiés, compilés et documentés ?
8. Qui sont les participants impliqués ? Qui étaient les membres de la communauté autochtone concernés ?
9. Des participants ou organisations non autochtones ont-ils été impliqués ?
10. Comment les individus et votre communauté peuvent-ils accéder aux informations du projet de recherche/initiative toponymique ?
 - a. Le projet est-il accessible au public ? S'il est accessible en ligne, pourriez-vous nous partager l'adresse électronique?
11. Y a-t-il des catégories thématiques ou des types de noms de lieux récurrents qui peuvent être identifiés lors de la collection de noms dans le cadre de la ou des initiatives toponymiques pour votre communauté ?

Section 3 : Objectif des initiatives toponymiques

Instructions : Cette section vise à comprendre les raisons pour lesquelles votre communauté s'engage dans des activités de dénomination de lieux. Nous comprenons que les noms de lieux ont une importance historique et contemporaine dans les cultures autochtones pour de nombreuses raisons, notamment en tant qu'attributs culturels, ils reflètent l'histoire et les enseignements, et en tant que marqueurs, ils répertorient les connaissances environnementales et écologiques. En tenant compte des activités de dénomination des lieux auxquelles votre communauté participe, veuillez essayer de répondre aux questions suivantes.

12. Pourquoi le projet de recherche/initiative toponymique a-t-il été mené ?
 - a. Quels sont ou étaient les motifs ?

13. Quels sont ou étaient les objectifs à court et à long terme de ce projet de recherche ?

Section 4 : Expérience et participation future de la CTC

Instructions : Comme mentionné précédemment, la CTC est l'organisme national responsable des noms de lieux officiels. Dans cette section, nous aimerions mieux comprendre votre expérience et celle de votre communauté avec la CTC et ce que votre communauté prévoit pour sa participation future.

14. Est-ce que vous ou votre communauté connaissez le travail de la Commission de Toponymie du Canada (CTC) ?

15. Quelle est l'importance (pour les nations autochtones et pour le Canada en tant que nation) que les connaissances culturelles et les noms de lieux autochtones soient officialisés par les autorités de dénomination de la CTC (autorités provinciales, territoriales et fédérales) ?

16. La communauté / le gouvernement / l'organisme régional ou tribal a-t-il déjà soumis des noms géographiques aux autorités de dénomination de la CTC à officialiser ?
 - a. Si oui, combien de soumissions ont déjà été envoyées?
 - b. Si oui, comment caractériseriez-vous l'expérience de soumissions ? Celle-ci a-t-elle eu un impact sur la communauté ?
 - c. Si votre communauté n'a jamais envoyé une soumission à la CTC, quelles seraient, d'après vous, les raisons pour ce choix?

17. La communauté / le gouvernement / les agences régionales ou tribales pourraient-ils envisager, à l'avenir, de partager certaines des connaissances toponymiques géographiques avec une autorité de dénomination provinciale ou territoriale de la CTC ?
- Si oui, qu'est-ce qui faciliterait le partage de ces connaissances (ressources, soutien, compréhension des procédures)
 - Si non, existe-il des moyens pour que la CTC puisse soutenir ou faciliter ce partage ?
 - Des inquiétudes ont-elles été soulevées au sujet d'un partage éventuel de noms de lieux ou même par rapport à cet entretien?
18. Qu'est-ce qui encouragerait la communauté à partager ces noms de lieux avec l'autorité de dénomination aux fins d'officialisation ?
- Y a-t-il une aide que les groupes autochtones ou la CTC pourraient apporter pour faciliter le processus de partage ?
19. Comment l'autorité de dénomination peut-elle assister et aider à faciliter ce processus tout en reconnaissant et en prenant en compte les intérêts de la ou des communautés locales, et en atténuant sa ou ses préoccupations ?
- Comment les autorités de dénomination (provinciales, territoriales et fédérales) peuvent-elles prendre en compte les besoins et les intérêts des communautés autochtones?
 - Comment la CTC peut-elle soutenir les communautés autochtones et aider à répondre à leurs préoccupations ?

ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN (PHASE 3)

1. À quelle communauté appartenez-vous?
2. Quelle langue et quel dialecte parlez-vous?
3. Quelle est l'instance décisionnaire culturelle de votre communauté (organisme communautaire, gouvernemental, régional ou tribal)?
4. Vers quelles personnes vous tournez-vous lorsque vous souhaitez connaître le nom d'un lieu ou d'un endroit dans votre langue?
5. Êtes-vous au courant de projets de dénomination de lieux qui sont menés dans votre communauté ou à l'échelle nationale?
6. Pourquoi les noms de lieux sont-ils importants pour vous et votre communauté ou votre nation?
7. Comment décririez-vous la relation entre les noms de lieux, la terre et la langue?
8. Comment aimeriez-vous que les noms de lieux de votre communauté ou de votre nation soient reconnus par les personnes extérieures à votre communauté?
9. Est-ce que vous ou votre communauté connaissez le travail de la Commission de toponymie du Canada (CTC)?
 - a. Dans l'affirmative, comment décririez-vous votre expérience de collaboration avec la CTC?
10. Aimerez-vous que les toponymes de votre communauté ou de votre nation soient reconnus par les autorités provinciales/territoriales ou fédérales?
 - a. Si cela n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?
 - b. Dans l'affirmative, comment la CTC peut-elle soutenir les communautés ou nations autochtones et répondre à leurs préoccupations concernant les noms de lieux?
11. Envisageriez-vous de travailler avec la CTC sur ces projets?
12. Comment la CTC peut-elle établir de meilleures relations avec les communautés ou les nations afin de collaborer avec elles sur des projets de toponymie en vue d'officialiser des noms de lieux?

ANNEXE C : PROFILS RÉGIONAUX DÉTAILLÉS (N'INCLUE PAS LES ZONES DE TRAITÉS MODERNES)

1. Autorité de dénomination: Nouveau-Brunswick

Nation	District	Communauté
Mi'kmaq Nation	Kespek	Esgenoopetitj (Burnt Church)
		Ge'goapsgog (Eel River)
		Metepenagiag (Red Bank)
		Natoageneg (Eel Ground)
		Oinpegitjoig (Pabineau)
	Sikniktuk	Bouctouche First Nation
		Elsipogtog (Big Cove)
		Elno Minigo (Indian Island)
		Fort Folly First Nation

Nation	Tribal Council	Community
Wolastoqey Nation (Maliseet)	Wolastoqey Tribal Council	Kingsclear First Nation
		Madawaska First Nation
		Oromocto First Nation
		Saint Mary's First Nation
		Tobique First Nation
		Woodstock First Nation

2. Autorité de dénomination: Île-du-Prince-Édouard

Nation	Tribal Council	Community
Mi'kmaq Nation	Mi'kmaq Confederacy of Prince Edward Island	Lennox Island First Nation
		Abegweit First Nation

3. Autorité de dénomination: Nouvelle-Écosse

Nation	District	Communauté
Mi'kmaq Nation	Agg Piktuk	Pictou Landing First Nation
		Paq'tnkek First Nation
	Kespukwitk	Acadia First Nation
		Bear River First Nation
	Sipekne'katik	Annapolis Valley First Nation
		Glooscap First Nation
		Millbrook First Nation
		Sipekne'katik First Nation
	Unama'kik	Eskasoni First Nation
		Membertou First Nation
		Potlotek (Chapel Hill) First Nation

		Wagmatcook First Nation
		Waycobah First Nation

4. Autorité de dénomination: Terre-Neuve et Labrador (zones non couvertes par les traités modernes)

Nation	District	Communauté
Mi'kmaq Nation	Unama'kik aq Ktaqmkuk	Qalipu Mi'kmaq First Nation
		Miawpukek Mi'kmaq First Nation

5. Autorité de dénomination: Québec (zones non couvertes par les traités modernes)

Nation	Communauté
Mi'kmaq Nation	Listiguj First Nation
	Gesgapegiag First Nation
	Gaspé First Nation

Nation	Première Nation	Communauté
Malécite (Maliseet)	Première Nation Malecite de Viger	Cacouna
		Whitworth

Nation	Communauté
Huron-Wendat Nation	Wendake

Nation	Communauté
Mohawk Nation	Kahnawake First Nation
	Kanesatake First Nation
	Mohawk Nation of Akwesasne

Nation	Communauté
Abénaquis	Odanak First Nation
	Wolinak First Nation

Nation	Communauté
Anishinabeg / Anicinapek (Algonquin) Nation	Abitibiwinni First Nation
	Algonquins of Barriere Lake
	Eagle Village First Nation
	Kitcisakik First Nation
	Kitigan Zibi Anishinabeg First Nation
	Long Point First Nation
	Nation Anishinabe du Lac Simon
	Timiskaming First Nation

	Wolf Lake First Nation
--	------------------------

Nation	Première Nation	Communauté
Atikamekw	Atikamekw d'Opitchiwan	Obedjiwan
	Atikamekw de Manawan	Manamaw
	Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Wemotaci
		Coucouchache

Nation	Première Nation	Communauté
	Bandes des Innus de Pessamit	Betsiamites
	La Nation Innu Matimekush-Lac John	Lac-John
		Matimekush
	Innué Essipit	Essipit

Innu	Innu TakuaiKAN	Maliotenam
		Uashat
	Les Innus de Ekuanitshit	Mingan
	Montagnais du Lac Saint-Jean	Mashteuiatsh
	Montagnais de Natashquan	Natashaquan
	Montagnais de Pakua Shipi	Pakuashipi
	Montagnais de Unamen Shipu	La Romaine

6. Autorité de dénomination: Ontario

Nation	Conseille Tribal / Alliance	Communauté
Haundenosaunee (Iroquois) Languages: Kanienkeha (Mohawk) Oneida	Association of Iroquois and Allied Indians	Wahta Mohawk Territory
		Mohawks of the Bay of Quinte (Tyendinaga)
		Oneida Nation of the Thames

<p>Onandaga</p> <p>Cayuga</p> <p>Seneca</p> <p>Tuscarora</p>	<p>Independent</p>	<p>Six Nations of the Grand River</p> <hr/> <p>Akwesasne Mohawk Nation</p>
--	--------------------	--

--	--	--

<p>Lenape (Delaware)</p>	<p>Association of Iroquois and Allied Indians</p>	<p>Delaware Nation at Moravian Town</p>
	<p>Six Nations of the Grand River</p>	<p>Delaware at Six Nations</p>

	Anishinabek Nation	Munsee Delaware Nation
--	--------------------	------------------------

Algonquin Nation	Algonquins of Ontario	Algonquins of Pikwakanagan
------------------	-----------------------	----------------------------

--	--	--

Anishinabe (Mississauga)	Association of Iroquois and Allied Indians	Hiawatha First Nation – Mississaugas of Rice Lake
--------------------------	--	---

	Anishinabek Nation	Curve Lake
		Alderville
		Mississaugas of Scugog
		Mississauga First Nation
	Independent	Mississaugas of the Credit

	Anishinabek Nation -	Namaygoosisagagun
--	----------------------	-------------------

<p>Ojibwe / Odawa / Potawatomi (Anishinabek of Great Lakes regions) - Non-numbered treaties</p>	<p>Northern Superior Region</p>	<p>Biinjitiwaabik Zaaging Anishinaabek</p>
		<p>Red Rock (Lake Helen)</p>
		<p>Fort William</p>
		<p>Pays Plat</p>
		<p>Long Lake #58</p>
		<p>Biigtigong Nishnaabeg (Ojibways of the Pic River)</p>
		<p>Netmizaaggamig Nishnaabeg (Pic Moberg)</p>
		<p>Michipicoten</p>
		<p>Ojibways of Garden River</p>
	<p>Anishinabek Nation - Lake Huron Region</p>	<p>Thessalon</p>
		<p>Serpent River</p>
		<p>Atikameksheng Anishinawbek</p>

		Wahnapiatae
		Nipissing
		Dokis
		Henvey Inlet
		Magnetawan
		Whitefish River
		Wasauksing (Parry Island)
		Moose Deer Point
	Anishinabek Nation - Lake Huron Region (Manitoulin Island)	Wiikwemkoong Unceded Territory
		Sheguiandah
		M'Chigeeng
		Ojibways of Aundeck Omni Kaning
		Sheshegwaning

		Zhiibaahaasing
	Anishinabek Nation - Southeast Region	Chippewas of Rama
		Chippewas of Georgina Island
		Beausoleil (Christian Island)
	Anishinabek Nation - Southwest Region	Chippewas of Kettle & Stony Point
		Chippewas of the Thames
		Aamjiwnaang
	Association of Iroquois and Allied Indians	Caldwell First Nation
		Batchewana First Nation of Ojibways
	Saugeen Ojibway Nation	Chippewas of Nawash Unceded First Nation
		Chippewas of Saugeen First Nation
	Nookiwinn Tribal Council	Kiashe Zaaging Anishinaabek

	<i>(Also includes Pic Moberg, Biinjitiwaabik Zaaging Anishinaabek, and Fort William, included in Anishinabek Nation above)</i>	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek
		Bingwi Neyaashi Anishinaabek
	Independent	Walpole Island (Bkejwanong Territory)
		Shawanaga First Nation
		Sagamok Anishinawbek
		Temagami First Nation (Teme-Augama Anishnabai) or Bear Island

Grand Council of Treaty Three	Bimose Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Asubpeeschoseewagong First Nation 2. Eagle Lake First Nation 3. Iskatewizaagegan 39 Independent First Nation 4. Lac des Mille Lacs First Nation 5. Naotkamegwanning First Nation 6. Niisaachewan Anishinaabe Nation 7. Obashkaandagaang Bay First Nation 8. Shoal Lake 40 First Nation 9. Wabaseemoong Independent Nations 10. Wabauskang First Nation, and 11. Wabigoon Lake Ojibway Nation
	Pwi-Di-Goo-Zing Ne-Yaa-Zhing Advisory	<ol style="list-style-type: none"> 1. Couchiching 2. Lac La Croix 3. Naicatchewenin 4. Nigigoonsiminikaaning

	Services	<ol style="list-style-type: none"> 5. Rainy River 6. Seine River 7. Stanjikoming
	Anishinabeg of Kabapikotawangag Resource Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Animakee Wa Zhing 37 2. Big Grassy 3. Naongashiing (Big Island) 4. Northwest Angle 33 5. Onigaming 6. Wauzhushk Onigum
	Unaffiliated	Ojibway Nation of Saugeen (Savant Lake) (Treaty 3 Signator, but independent of Grand Council)
		<i>Lac Seul First Nation (Treaty 3 signatory but Nishnawbe Aski member-included below)</i>

Nishnawbe Aski Nation (Treaty 9 and Ontario portion of Treaty 5)	Windigo First Nations Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bearskin Lake First Nation 2. Cat Lake First Nation Cat Lake, Ontario 3. Koocheching First Nation 4. North Caribou Lake First Nation 5. Sachigo Lake First Nation 6. Slate Falls First Nation 7. Whitewater First Nation
	Wabun Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Beaverhouse First Nation 2. Brunswick House First Nation 3. Chapeau Ojibway First Nation 4. Flying Post First Nation 5. Matachewan First Nation 6. Mattagami First Nation 7. Wahgoshig First Nation
	Shibogama First Nations Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kasabonika First Nation 2. Kingfisher First Nation 3. Wapekeka First Nation 4. Wawakapewin First Nation 5. Wunnumin Lake First Nation

	Mushkegowuk Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Attawapiskat First Nation 2. Chapleau Cree First Nation 3. Fort Albany First Nation Fort Albany, Ontario (also known as Albany First Nation) 4. Kashechewan First Nation 5. Missanabie Cree First Nation 6. Moose Cree First Nation 7. Taykwa Tagamou Nation (formerly known as New Post First Nation) 8. Weenusk First Nation
	Matawa First Nations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aroland First Nation 2. Constance Lake First Nation 3. Eabametoong First Nation 4. Hornepayne First Nation 5. Marten Falls First Nation 6. Neskantaga First Nation (also known as Lansdowne House First Nation) 7. Nibinamik First Nation (also known as Summer Beaver First Nation) 8. Webequie First Nation
	Keewaytinook Okimakanak	<ol style="list-style-type: none"> 1. Deer Lake First Nation 2. Fort Severn First Nation 3. Keewaywin First Nation 4. McDowell Lake First Nation 5. North Spirit Lake First Nation 6. Poplar Hill First Nation
	Independent First Nations Alliance	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kitchenuhmaykoosib Inninuwug First Nation (formerly known as Big Trout Lake First Nation) 2. Lac Seul First Nation 3. Muskrat Dam Lake First Nation 4. Pikangikum First Nation 5. Whitesand First Nation
	Unaffiliated, within NAN	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mishkeegogamang First Nation 2. Mocrebec Council of the Cree Nation 3. Sandy Lake First Nation

7. Autorité de dénomination: Manitoba

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty One	Southeast Resource Development Council	Brokenhead Ojibway Nation
	Dakota Ojibway Tribal Council	Sandy Bay First Nation
		Long Plain First Nation
		Roseau River Anishinabe First Nation
		Swan Lake First Nation
	Interlake Reserves Tribal Council	Peguis First Nation
	Unaffiliated	Sagkeeng (Fort Alexander) First Nation

Aire de Traité	Nation	Communauté
		Dauphin River First Nation
		Little Saskatchewan First

Treaty Two	Interlake Reserves Tribal Council	Nation
		O-Chi-Chak-Ko-Sipi First Nation (Crane River)
		Pinaymootang First Nation (Fairford)
	West Region Tribal Council	Ebb and Flow First Nation
		Keeseekoowenin Ojibway First Nation (Dauphin Lake/Riding Mountain)
		Skownan First Nation (Waterhen First Nation)
	Unaffiliated	Lake Manitoba First Nation (Dog Creek/Stswecem'c Xgat'tem)
		Lake St. Martin First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Three	Unaffiliated	Buffalo Point First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Four	Swampy Cree Tribal Council	Sapotaweyak Cree Nation
		Wuskwi Sipiik First Nation
	West Region Tribal Council	Gamblers First Nation
		Pine Creek First Nation
		Rolling River First Nation
		Tootinaowaziibeeng Treaty Reserve First Nation
	Unaffiliated	Waywayseecappo First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
	Dakota Ojibway Tribal Council	Chemawawin Cree Nation
	Interlake Reserves Tribal	Kinonjeoshtegon First Nation

	Council	
Treaty Five	Southeast Resource Development Council	Berens River First Nation
		Bloodvein Indian First Nation
		Hollow Water First Nation
		Little Black River First Nation
		Little Grand Rapids First Nation
		Poplar River First Nation
		Misipawistik First Nation (Grand River)
		Fisher River Cree Nation
		Nisichawayasihk Cree Nation
		Swampy Cree Tribal Council
	Opaskwayak Cree Nation	

	Unaffiliated	Cross Lake First Nation
		Fisher River Cree Nation
		Nisichawayasihk Cree Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
	Keewatin Tribal Council	Bunibonibee Cree Nation
		Fox Lake Cree Nation
		God's Lake First Nation
		Manto Sipi Cree Nation
		Sayisi Dene First Nation
		Shamattawa First Nation
		Tataskweyak Cree Nation
		War Lake First Nation

Adhesion to Treaty Five		York Factory First Nation
	Island Lake Tribal Council	Garden Hill First Nation
		Red Sucker Lake First Nation
		St. Theresa Point First Nation
		Wasagamack First Nation
		Pauingassi First Nation
	Southeast Resource Development Council	
	Unaffiliated	The Norway House Cree Nation
O-Pipon-Na-Piwin Cree Nation (South Indian Lake)		

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Six	Swampy Cree Tribal Council	Marcel Colomb First Nation
		Matthias Colomb First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Ten	Keewatin Tribal Council	Barren Lands First Nation
		Northlands Dené First Nation

Nation (non affilié à un traité numéroté)	Conseil Tribal	Communauté
Dakota Nations (The Sioux)	Dakota Ojibway Tribal Council	Birdtail Sioux
	Unaffiliated	Sioux Valley
		Canupawakpa
		Dakota Tipi
		Dakota Plains

8. Autorité de dénomination: Saskatchewan

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Four	File Hills Qu'Appelle Tribal Council	Carry The Kettle First Nation
		Little Black Bear First Nation
		Muscowpetung First Nation
		Nekaneet First Nation
		Okanese First Nation
		Pasqua First Nation
		Peepeekisis First Nation
		Piapot First Nation
		Standing Buffalo First Nation
		Star Blanket Cree Nation
		Wood Mountain First Nation

	Saskatoon Tribal Council	Kinistin Saulteaux Nation
		Mistawasis First Nation
		Muskeg Lake First Nation
		Muskoday First Nation
		One Arrow First Nation
		Whitecap Dakota First Nation
		Yellow Quill First Nation
	Yorkton Tribal Administration	Coté First Nation
		Kahkewistahaw First Nation
		Keeseekoose First Nation
		Ocean Man First Nation
		Sakimay First Nation
		The Key First Nation

	Unaffiliated	Cowessess First Nation
		Ochapowace First Nation
		Pheasant Rump Nakota First Nation
		White Bear First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Five	Prince Albert Grand Council	Cumberland House First Nation
		Red Earth First Nation
		Shoal Lake First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
		Ahtahkakoop First Nation
		Moosomin First Nation

Treaty Six	Battleford Agency Tribal Chiefs	Red Pheasant First Nation
		Saulteaux First Nation
		Sweetgrass First Nation
	Battlefords Tribal Council	Little Pine First Nation
		Lucky Man First Nation
		Mosquito-Grizzly Bear's Head-Lean Man
		Poundmaker Cree Nation
	Agency Chiefs Tribal Council	Big River First Nation
		Pelican Lake First Nation
		Witchehan Lake First Nation
		Flying Dust First Nation
		Makwa Sahgaiehcan First Nation

	Meadow Lake Tribal Council	Ministikwan Lake Cree Nation	
		Waterhen Lake First Nation	
	Prince Albert Grand Council	James Smith Cree Nation	
		Lac La Ronge Indian Band	
		Montreal Lake Cree Nation	
		Peter Ballantyne Cree Nation	
		Sturgeon Lake First Nation	
	Saskatoon Tribal Council	Mistawasis First Nation	
		Muskeg Lake Cree Nation	
		Muskoday First Nation	
		One Arrow First Nation	
			Beardy's and Okemasis First Nation

	Unaffiliated	Big Island Lake Cree Nation (Joseph Bighead First Nation) Chacachas
		Onion Lake Cree Nation
		Thunderchild First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Eight	Prince Albert Grand Council	Black Lake First Nation
		Fond du Lac First Nation
	Meadow Lake Tribal Council	Clearwater River Dene First Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
		Birch Narrows First Nation
		Buffalo River Dene Nation

Treaty Ten	Meadow Lake Tribal Council	Canoe Lake First Nation
		English River Dene Nation
	Prince Albert Grand Council	Hatchet Lake First Nation

Nation (not affiliated with a Numbered Treaty)	Tribal Council	Community
Dakota	File Hills Qu'Appelle Tribal Council	Standing Buffalo First Nation
		Wood Mountain First Nation
	Prince Albert Grand Council	Wahpeton Dakota Nation
	Saskatoon Tribal Council	Whitecap Dakota First Nation

9. Autorité de dénomination: Alberta

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
		Athabasca Chipewyan First Nation

Treaty Eight	Athabasca Tribal Council	Chipewyan Prairie First Nation
		Mikisew Cree First Nation
	North Peace Tribal Council	Beaver First Nation
		Dene Tha' First Nation
		Little Red River Cree Nation
		Tallcree First Nation
	Treaty 8 First Nations of Alberta	Bigstone Cree Nation
		Driftpile First Nation
		Duncan's First Nation
		Fort McKay First Nation
		Fort McMurray First Nation
		Horse Lake First Nation
		Smith's Landing First Nation

		Sucker Creek First Nation
		Swan River First Nation
	Lesser Slave Lake Indian Regional Council	Kapawe'no First Nation
		Sawridge Band
	Kee Ta Kee Now Tribal Council	Loon River First Nation
		Lubicon Lake Band
		Peerless Trout First Nation
		Whitefish Lake First Nation (Atikameg)
		Woodland Cree First Nation
	Western Cree Tribal Council	Sturgeon Lake Cree Nation

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Six	Confederation of Treaty Six First Nations	Alexander First Nation
		Alexis Nakota Sioux Nation
		Beaver Lake Cree Nation
		Cold Lake First Nations
		Enoch Cree Nation
		Ermineskin Cree Nation
		Frog Lake First Nation
		Heart Lake First Nation
		Kehewin Cree Nation
		Louis Bull Tribe
		Montana First Nation
		O'Chiese First Nation

		Paul First Nation
		Saddle Lake Cree Nation
		Samson Cree Nation
		Sunchild First Nation
		Whitefish Lake First Nation (Goodfish)

Aire de Traité	Conseil Tribal	Communauté
Treaty Seven	Blackfoot Confederacy	Blood Tribe
		Piikani Nation
		Siksika Nation
	Stoney Nakota-Tsuut'ine Tribal Council	Stoney Tribe
		Tsuu T'ina Nation

10. Autorité de dénomination: Territoires du Nord-Ouest (régions non couvertes par les traités modernes)

Nation	Gouvernement Régional	Communauté
Dené Nation	Akaitcho Territory Government	Deninu Kúé First Nation
		Łutsël K'é Dene First Nation
		Salt River First Nation
		Smith's Landing First Nation
		Yellowknives Dene First Nation

Nation	Gouvernement Régional	Communauté
		Deh Gáh Got'ıę First Nation
		Tthets'ék'ehdélı First Nation
		Ka'a'gee Tu First Nation
		Łíıdlıı Kúé First Nation

Dené Nation	Dehcho First Nations	Nahᓃą Dehé Dene Band
		Pehdzeh Ki First Nation
		Sambaa K'e First Nation
		West Point First Nation
Métis Nation		Fort Providence Métis Council
		Fort Simpson Métis Nation

11. Autorité de denomination : Yukon (régions non couvertes par les traités modernes)

Nation	Conseil Tribal	Communauté
Kaska Dena	Ross River Dena Council	Ross River
	Liard River First Nation	Watson Lake
		Upper Liard

12. Autorité de dénomination: Colombie-Britannique (Autres que les traités modernes des Nisgaa, des Maa-Nulth et des Tsawwassen)

Tsilhqot'in (Chilcotin)	Tsilhqot'in National Government	<ol style="list-style-type: none"> 1. ʔEsdilagh First Nation (Alexandria First Nation) 2. Tʔideldel First Nation (Alexis Creek First Nation) 3. Yunesit'in First Nation (Stone First Nation) 4. Tl'etingox-t'in Government Office (Anaham Reserve First Nations) 5. Xení Gwet'in First Nation 6. Toosey First Nation (Tl'esqox of the Tsilhqot'in)
Dakelh (Carrier) - 19 FNs total	Carrier-Chilcotin Tribal Council <i>(also includes Toosey First Nation included in Tsilhqot'in National Government above)</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kluskus First Nation) - Lhoosk'uz people 2. Red Bluff First Nation (Quesnel) - Lhtako people 3. Ulkatcho First Nation (Anahim Lake) - Ulkatchot'en people 4. Nazko Indian Band
	Carrier Sekani Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Burns Lake Indian Band 2. Saik'uz First Nation 3. Stelat'en First Nation 4. Tl'azt'en Nation 5. Takla Lake First Nation 6. Wet'suwet'en First Nation
	Independent	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cheslatta Carrier Nation 2. Lheidli T'enneh Band (Lheidlit'en) 3. Nak'azdli Indian Band (Nak'azdlit'en) 4. Yekooche First Nation 5. Lake Babine Nation

		<p>(Nat'oot'en / Nadot'enne)</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Witset First Nation 7. Nee Tahi Buhn Band 8. Skin Tyee Band 9. Hagwilget (hereditary chiefs)
Ktunaxa (Kutenai or Kootenay) - 4 FNs	Ktunaxa Nation Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Columbia Lake First Nation, Windermere 2. Lower Kootenay First Nation, Creston 3. St. Mary's First Nation, Cranbrook 4. Tobacco Plains First Nation, Grasmere
St'at'imc (Lillooet, St'at'imc, Stl'atl'imx) - 10 FNs	<p>Lillooet Tribal Council</p> <ul style="list-style-type: none"> - Upper St'at'imc (Upper Lillooet or Fraser River Lillooet) - Lil'wat First Nation (Mount Currie) of the Lower St'at'imc 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bridge River Indian Band - Nxwísten or Xwisten 2. Seton Lake First Nation - Tsal'álh, Ohin, Skeil, Slosk and Nkiat 3. Cayoose Creek First Nation - Sekw'el'wás 4. Fountain First Nation - Cácl'ep or Xa'xlip 5. Ts'kw'aylaxw First Nation - Pavilion Band 6. Lil'wat First Nation (Mount Currie)
	<p>Lower Stl'atl'imx Tribal Council(4 FNs of the Lower St'at'imc, Lower Lillooet or Mount Currie Lillooet)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Xa'xtsa First Nation (also known as the Douglas First Nation) 2. Skatin First Nations 3. Samahquam First Nation 4. N'Quatqua First Nation (Anderson Lake)
Nlaka'pamux (Nlakapamuk or the Thompson or Thompson)	Nlaka'pamux Nation Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Boothroyd Indian Band 2. Boston Bar Indian Band

River Salish) - 14 FNs		<ol style="list-style-type: none"> 3. Oregon Jack Creek Indian Band 4. Spuzzum Indian Band 5. Lytton Indian Band 6. Skuppah Indian Band 7. Ashcroft Indian Band
	Scw'exmx Tribal Council (Nicola Tribal Association) or Fraser Canyon Indian Administration <i>(Also includes Upper Nicola Band, included below in Okanagan Nation)</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Shackan Indian Band 2. Nooaitch Indian Band 3. Coldwater Indian Band 4. Lower Nicola Indian Band 5. Kanaka Bar First Nation 6. Siska Indian Band 7. Nicomen Indian Band
Syilx (Okanagan) - 7 FNs	Okanagan Nation Alliance	<ol style="list-style-type: none"> 1. Westbank First Nation (Westbank) 2. Lower Similkameen Indian Band (Keremeos) 3. Upper Similkameen Indian Band (Keremeos) 4. Osoyoos Indian Band 5. Penticton Indian Band 6. Okanagan Indian Band (Vernon) 7. Upper Nicola Indian Band (Douglas Lake)
Sto:lo (Fraser River Indians or Lower Fraser Salish) - 25 FNs	Sto:lo Nation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aitchelitz First Nation 2. Leq'a:mel First Nation 3. Matsqui First Nation 4. Popkum First Nation 5. Skway First Nation 6. Skawahlook First Nation 7. Skowkale First Nation 8. Squiala First Nation 9. Sumas First Nation 10. Tzeachten First Nation 11. Yakweakwioose First Nation

	Stó:lō Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Chawathil First Nation 2. Cheam Indian Band 3. Kwaw-kwaw-Apilt First Nation 4. Scowlitz First Nation 5. Seabird Island First Nation 6. Shxw'ow'hamel First Nation 7. Soowahlie First Nation
	Independent	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kwantlen First Nation 2. Skwah First Nation 3. Qayqayt First Nation 4. Kwikwetlem First Nation 5. Union Bar First Nation 6. Peters Band 7. Katzie First Nation
Haida	X̱aaydaG̱a Waadlux̱an Naay Council of the Haida Nation	<ol style="list-style-type: none"> 1. G̱aaw (Old Massett) 2. Hlgaagilda (Skidegate)
Kwakw̱aḵ'wakw (Kwakiutl)	Kwakiutl District Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Campbell River First Nation (see Wei Wai Kum and Laich-kwiltach, also spelled Ligwitlda'xw or Legwildok or Lekwiltok; this name includes both WeiWeiKum and WeiWaiKai Nations; historically their name has been rendered as the Euclataws or Yucultas) 2. Cape Mudge First Nation (see Wei Wai Kai and Laich-kwiltach, also spelled Ligwitlda'xw and this name includes both WeiWeiKum and WeiWaiKai Nations) 3. Kwiakah First Nation, also spelled Kwi̱xa,

		<p>another subgroup of the Laich-kwil-tach</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. K'ómoks First Nation aka Comox Indian Band 5. Da'naxda'xw Awaetlatla Nation 6. Gwa'Sala-'Nakwaxda'xw Nation 7. Kwakiutl First Nation 8. Mamalilikulla-Qwe'Qwa'Sot'Em First Nation 9. Quatsino First Nation 10. Tlatlasikwala Nation
	Musgamagw Tsawataineuk Tribal Council	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kwicksutaineuk-ah-kwa-mish First Nation (see also Kwicksutaineuk-ah-kwa-mish) 2. 'Namgis First Nation 3. Tsawataineuk First Nation
Coast Salish	Naut'sa mawt Tribal Council	<p>Halalt First Nation, Crofton, BC</p> <p>Territories and locations of Naut'sa mawt Member Nations</p> <p>Homalco First Nation, Campbell River, BC</p> <p>Klahoose First Nation, Cortes Island, BC</p> <p>Malahat First Nation, Mill Bay, BC</p> <p>Nanoose First Nation, Lantzville, BC</p> <p>Sliammon First Nation, Powell River, BC</p> <p>Snuneymuxw First Nation,</p>

		<p>Nanaimo, BC</p> <p>Stz'uminus First Nation, Ladysmith, BC [3]</p> <p>Tsawwassen First Nation, Tsawwassen, BC</p> <p>Tsleil-Waututh First Nation, North Vancouver, BC</p> <p>T'sou-ke First Nation, Sooke, BC [4]</p>
Nuu-chah-nulth	Nuu-chah-nulth Tribal Council	<p>Ditidaht First Nation</p> <p>Huu-ay-aht First Nation</p> <p>Hupacasath First Nation</p> <p>Tseshaht First Nation</p> <p>Uchucklesaht First Nation</p> <p>Central region</p> <p>Ahousaht First Nation</p> <p>Hesquiaht First Nation</p> <p>Tla-o-qui-aht First Nations</p> <p>Toquaht First Nation</p> <p>Yuulúʔiʔath (Ucluelet First Nation)</p> <p>Northern region</p> <p>Ehattesaht First Nation</p> <p>Kyuquot/Cheklesahht First Nation</p> <p>Mowachaht/Muchalaht First Nations</p>

		Nuchatlaht First Nation
	Independent	Ditidaht First Nation Pacheedaht First Nation
Wuikinuxv-Kitasoo-Nuxalk	Wuikinuxv-Kitasoo-Nuxalk Tribal Council	Wuikinuxv First Nation Kitasoo/Xai'Xais First Nation Nuxalk Nation
Secwepemc (Shuswap)	Shuswap Nation Tribal Council	Adams Lake Indian Band (Sexqeltqin) Kamloops Indian Band (T'Kemlups) Shuswap Indian Band (Kenpesq't, at Invermere) Little Shuswap Indian Band (Quaaout, at Chase) Neskonlith Indian Band, (Sk'etsin at Salmon Arm and Chase) Skeetchestn Indian Band, (at Savona) Spallumcheen Indian Band, (Splatsin at Enderby) Bonaparte Indian Band (St'uxtews, near Cache Creek) Whispering Pines/Clinton Indian Band (Pelltiq't, at Clinton)

		North Thompson Indian Band (Simpchw, at Barriere)
	Northern Shuswap Tribal Council	Canim Lake Band (Tsq'escen') Soda Creek/Deep Creek Band (Xat'sull/Cm'etem) Williams Lake Indian Band (T'exelc) Canoe Creek Band/Dog Creek Indian Band (Stswecem'c/Xgat'tem)
	Independent	Alkali Lake Indian Band (Esketemc) High Bar First Nation (Llenlney'ten)
Treaty 8 (BC)	Treaty 8 Tribal Association	West Moberly First Nations – Peace River Country in northern British Columbia Doig River First Nation – Northeast of Fort St. John, British Columbia Halfway River First Nation – Northwest of Fort St. John, British Columbia Prophet River First Nation – South of Fort Nelson, British Columbia Saulteau First Nations – Chetwynd, British Columbia Fort Nelson First Nation – Fort Nelson, BC

